

# À VOS CRAYONS, LA SUPERGRILLE VOUS ATTEND

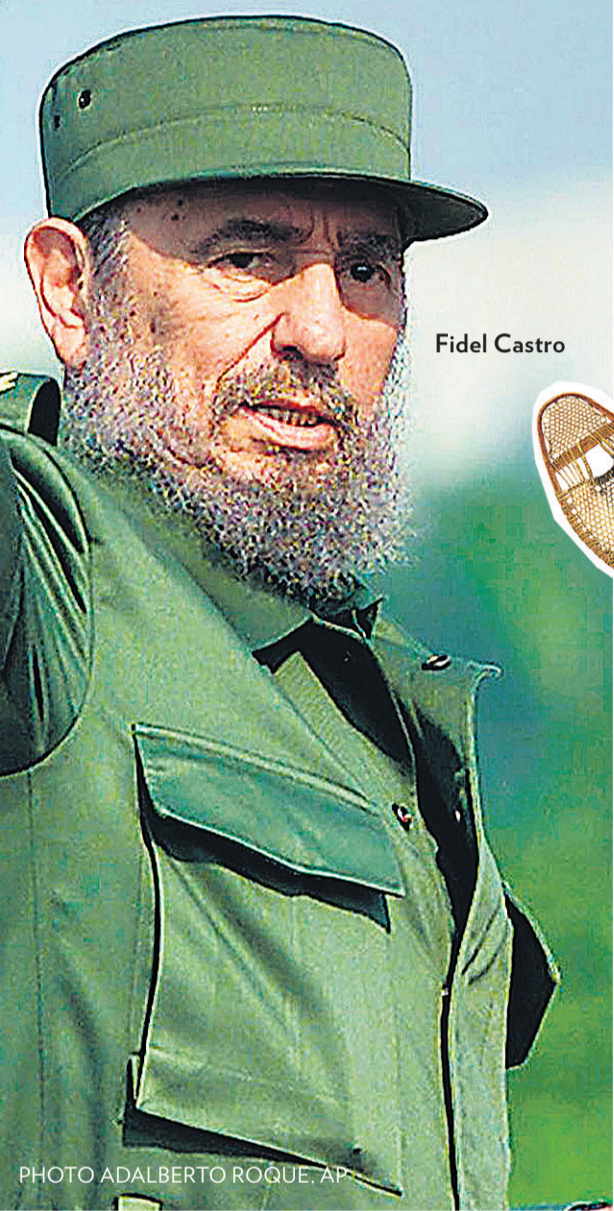
À VOS AFFAIRES PAGE 8

## APRÈS CASTRO

Pendant près d'un demi-siècle, Fidel Castro a tenu tête au géant américain et survécu à 10 présidents yankees. Il a presque « déclenché » la troisième guerre mondiale, en 1962. Mais à 81 ans, il renonce au pouvoir.

Violaine Ballivy et notre envoyé spécial à Cuba, Alexandre Sirois, reviennent sur cette figure légendaire qui lègue à son peuple un héritage contesté.

**PLUS PAGES 1 À 3**

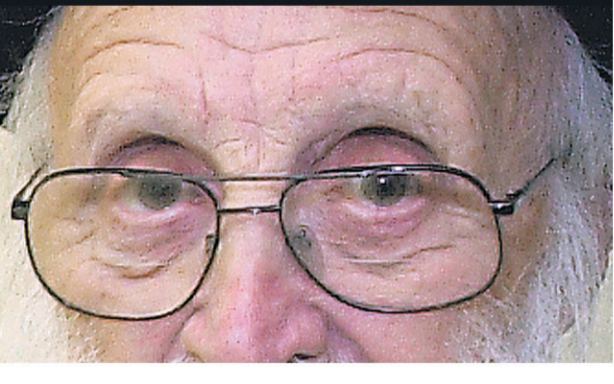


Fidel Castro

## LA COMMUNAUTÉ JUIVE ET LES QUÉBÉCOIS

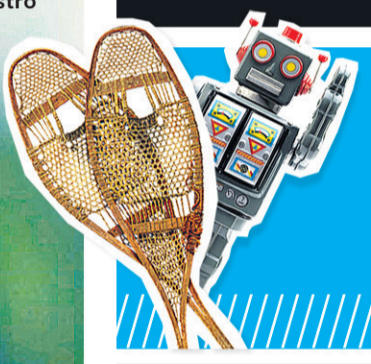
LORSQU'ON SE PARLE, ON SE COMPREND

LAURA-JULIE PERREAULT  
PAGES A8 ET A9



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**  
Le Canadien retire tellement de chandails que ce n'est plus un club de hockey, c'est un club de striptease.

Venez voir mon blogue!  
cyberpresse.ca/laporte



### OUPS

POUR UNE SEMAINE DE RELÂCHE DE RÊVE

**EXPRESSO PAGE 9**

### FACTURES

DES FOIS SALÉES, SOUVENT OBSCURES

**À VOS AFFAIRES PAGES 1 À 3**



Entouré de sa famille, le DG du Canadien Bob Gainey a regardé son chandail #23 s'élever vers le plafond du Centre Bell, hier soir.

## BLUE JACKETS 3 CANADIEN 0

# L'ÉQUIPE GÂCHE LA FÊTE

**SPORTS PAGES 1 À 3**

### PRÉSUMÉS TERRORISTES ET CERTIFICATS DE SÉCURITÉ

# Tollé général contre Ottawa

« Si on a réellement des preuves, qu'on les arrête et qu'on les juge » – Amnistie internationale

MARIO GIRARD ET CATHERINE HANDFIELD

Le renouvellement de cinq certificats de sécurité à l'endroit d'Adil Charkaoui et de quatre autres individus soupçonnés d'entretenir des activités terroristes suscite l'indignation générale. Malgré les nouvelles allégations publiées hier qui accompagnent ces certificats, plusieurs doutent de l'existence de preuves valables pouvant mener à de véritables accusations.

Il y a un an, la Cour suprême concluait que des certificats de sécurité émis par le gouvernement au sujet de résidents canadiens d'origine musulmane étaient illégaux. Après avoir récemment procédé à une refonte de la loi sur l'immigration qui inclut maintenant la notion d'« avocat spécial », le gouvernement publiait hier de nouveaux certificats. Il rendait également publiques de nouvelles informations concernant ces cinq individus.

Ces allégations visent Adil Charkaoui, qui aurait essayé d'obtenir un emploi à l'aéroport de Montréal après avoir discuté de la préparation d'un attentat avec d'autres personnes. Elles visent aussi les Égyptiens Mahmoud Jaballah et Mohamed Zeki Mahjoub, l'Algérien Mohamed Harkat et le Syrien Hassan Almrei, qui ont fait l'objet d'écoute téléphonique et de diverses observations.

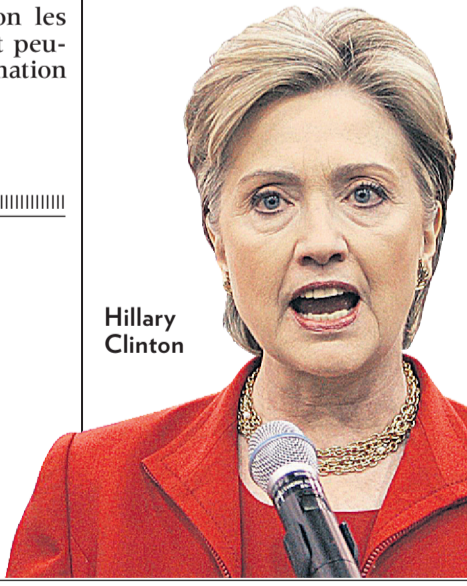
Mais selon des experts interrogés, il est clair que le gouvernement ne dispose pas de preuves suffisamment solides pour incriminer les cinq hommes. « Ça vaut quoi, cette information? se demande Philippe Robert de Massy, avocat à la Ligue des droits et libertés. Ces fuites du SCRS sont honteuses. Qu'ils fassent la preuve et qu'on les laisse se défendre. Mais là, comment peuvent-ils se défendre? Il y a de l'information qui arrive de toutes parts. »

» Voir **TOLLÉ** en page A6

## Clinton en eau trouble

Il y a quelques mois, Hillary Clinton pouvait légitimement penser qu'elle prendrait possession du bureau ovale que son illustre mari a déjà occupé à la Maison-Blanche. Aujourd'hui, à moins d'un miracle, le rêve risque de tourner au cauchemar. Signe des temps, la sénatrice de New York s'est livrée, hier, à une charge contre son rival Barack Obama.

**RICHARD HÉTU PAGE A14**



Hillary Clinton

### SMARTIES

LES BLEUES SONT DE RETOUR

**PAGE A10**

### SANS-ABRI

DANS L'AUTOBUS, VERS UN PEU DE CHALEUR

**MARIO GIRARD PAGES A2 ET A3**

Mettez-vous au défi de mieux manger pendant 28 jours

## MENUS DE 4 SEMAINES GRATUITS

visitez-nous @

le Choix du Président.

Ça donne le goût de changer de supermarché. <sup>MD</sup>

## L'ITINÉRANCE SOUS ZÉRO



Tous les soirs d'hiver, Michel Daigneault parcourt les rues de Montréal à la recherche de sans-abri à mener au refuge.



En hiver, il arrive qu'un refuge «affiche complet».

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

## Des passagers sans valise

Durant la belle saison, certains sans-abri de Montréal dorment dans les parcs ou les entrées de commerces, mais l'hiver, à  $-20^{\circ}\text{C}$ , les choses se compliquent. Les sources de chaleur, y compris celle de la Grande Bibliothèque, leur sont refusées. Par bonheur, le soir venu, ils peuvent compter sur une navette pour les amener dans des refuges qui croulent sous la demande.



MARIO GIRARD

Michel Daigneault n'est pas un chauffeur d'autobus comme les autres. Sa clientèle est celle des sans-abri. Son circuit est celui des rues du centre-ville, qu'il connaît comme le fond de sa poche. Son terminus est l'un des refuges de Montréal où il dépose des passagers sans valise.

Par un soir où le mercure était nettement sous zéro, nous avons accompagné Michel Daigneault dans sa tournée. «Les itinérants de Montréal, je les connais tous, dit-il en tournant la clé du moteur. Je connais leurs habitudes et les endroits où ils se tiennent.»

Tous les soirs, entre les mois de décembre et de mars, le sympathique homme sillonne les rues du Centre-Sud. Après avoir fait monter des sans-abri transis par le froid, il assure la navette entre la Maison du Père, la Mission Old Brewery et la Mission Bon Accueil pour gérer la forte affluente.

«Ils connaissent mon autobus, reprend Michel Daigneault en empruntant la rue Saint-Catherine. Ils me font de grands signes. Ils sont contents de me voir. Parfois, ils ont les pieds mouillés. Ils grelottent.»

Il est environ 19h quand, près du parc Émilie-Gamelin, on fait un arrêt de quelques minutes. Une longue queue s'est formée devant la roulotte de l'Armée du Salut, qui distribue des repas et du café. Un jeune homme monte à bord de notre autobus. Il est visiblement intoxiqué. Michel Daigneault lui demande s'il a consommé. Le jeune homme nie.

«Les refuges ont des règles très strictes, dit Michel Daigneault. Mais bon, l'hiver, on est plus tolérants. On ne peut pas les laisser dehors à  $-20^{\circ}\text{C}$ . Vous savez, il y en a un qui est mort de froid dans la rue il y a quelques jours.»

Plus la soirée avance, plus il fait froid. «Malgré ça, il y a des gens qui préfèrent dormir dehors, dit Michel Daigneault. Regardez la planche de *plywood* là-bas, il y a deux gars couchés derrière», ajoute-t-il en désignant l'entrée d'un entrepôt rue Aylmer.

Michel Daigneault a 63 ans. Comme il n'est pas du genre à se tourner les pouces, il a offert ses services à la Mission

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	ACTUEL 8	Personnalité	SPECTACLES 10
Décès	ACTUEL 7	Petites annonces	ACTUEL 5
Forum	A12 et 13	Poker	SPORTS 7
Horaire télévision	SPECTACLES 4	Sudoku	AFFAIRES 2
Loteries	A11	Supergille	AFFAIRES 8
Monde	A14		

## Météo

Généralement ensoleillé en après-midi, maximum  $-2$ , minimum  $-6$ . ACTUEL 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

## Quand les refuges sont pleins

MARIO GIRARD

L'itinérance change de visage quand arrive l'hiver. Le taux d'occupation monte en flèche dans les refuges de Montréal. Certains soirs, ils affichent complet. Un travail de coordination et d'entraide est alors nécessaire.

Depuis deux ans, les trois grands refuges pour hommes, la Mission Old Brewery, la Maison du Père et la Mission Bon Accueil, qui comptent au total 543 lits, travaillent ensemble pour subvenir à cette forte demande.

«Quand la Maison du Père et la Mission Old Brewery sont pleines, on envoie chez nous ceux qui n'ont pas de place où dormir», explique Richard Paré, intervenant à la Mission Bon Accueil.

La corrélation entre la température et l'achalandage dans les refuges est éloquent. Le directeur de la Mission des

hommes, Richard Lanoie, nous montre des tableaux. Alors que le centre accueille en moyenne 75 personnes durant les mois d'été, il arrive fréquemment que l'on dépasse la limite des 145 lits lors des grands froids de janvier et de février.

«On installe alors des lits de camp et des matelas dans la cafétéria», explique Richard Paré.

Un sans-abri qui veut obtenir un lit dans un refuge doit suivre des règles bien précises. Il doit se présenter en fin d'après-midi pour réserver son lit. Dans certains refuges, un sans-abri peut s'assurer d'un lit pendant une période déterminée s'il accepte de faire du bénévolat.

«L'été, plusieurs dorment à l'extérieur, explique Kim N'Guyen, de la Mission Old Brewery. Ils ne veulent pas se conformer à nos règlements. Mais l'hiver, c'est plus difficile.»

# L'ITINÉRANCE SOUS ZÉRO



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Une autre maison d'hébergement prendra alors le relais. Et la navette que conduit Michel Daigneault y mènera les sans-abri qui n'ont pu trouver de lit.

Old Brewery. C'est ainsi qu'il est devenu responsable de cette navette qui existe depuis deux ans. En dehors de cela, l'homme effectue d'autres tâches pour la Mission.

« La pauvreté, je connais ça. Je viens d'une famille de neuf enfants. Des beurrées de ketchup et de sucre, j'en ai mangé pour souper », dit-il en nous montrant l'endroit où se trouvait la maison familiale, rue Murray, dans le quartier de Griffintown. « Mon grand plaisir, c'était d'aller jouer dans les escaliers roulants de la Gare centrale. »

#### Les victimes du Casino

Michel Daigneault trouve que le visage de la pauvreté a beaucoup changé à Montréal. « Dans mon temps, ça frappait des familles entières. Aujourd'hui, ce sont surtout des hommes qui ont des problèmes de dépendance à la drogue, à l'alcool ou au jeu. Des victimes du Casino, il y en a beaucoup plus qu'on le pense. »

Parfois, Michel Daigneault étend son circuit jusqu'aux environs du Casino de Montréal. Le chauffeur espère ainsi faire passer un message à certains joueurs. « Ils sont mieux d'arrêter de jouer, sinon je vais les embarquer un jour », dit-il en riant.

Et puis, il y a les autres. Ceux qui ont besoin de soins psychiatriques. « C'est ce qui me fait le plus de

peine, dit Michel Daigneault. J'ai connu un jeune Africain. Il était venu à Montréal pour étudier. Il a commencé à avoir des crises de schizophrénie. Ses parents sont venus pour le ramener. Il n'a pas voulu. Je le vois parfois au milieu de la rue. Il reste là à faire des simagrées. »

#### Allergique au baratin

Les sans-abri peuvent compter en tout temps sur Michel Daigneault. Mais ce dernier refuse de se laisser duper. « Quand ils me racontent des salades, je leur dis. On avait donné des sacs à dos flambant neufs aux gars. Deux jours plus tard, il y en a un qui m'a dit qu'on le lui avait volé. Ce n'était pas vrai; il l'avait vendu. »

Michel Daigneault croit que les refuges sont essentiels. Mais il demeure lucide. « Quelqu'un qui me dit qu'il veut de l'argent pour se nourrir, je ne crois pas ça. Il peut manger dans les refuges. Il veut de l'argent pour s'acheter des substances. Maintenant, est-ce qu'on l'aide en lui donnant de l'argent? C'est la question que je pose. »

Vers 20h30, on retourne à la Mission Old Brewery. Douze hommes montent dans l'autobus. Il n'y a plus de place pour eux au refuge de la rue Clark. On les amène à la Mission Bon Accueil, située plus à l'ouest, rue Saint-Antoine. Un intervenant coche leur nom sur une liste de présence.

« Ils connaissent mon autobus. Ils me font de grands signes. Ils sont contents de me voir. Parfois, ils ont les pieds mouillés. Ils grelottent. »

Pendant le trajet, le silence règne dans l'autobus. Il y a des habitués. Mais il y a des hommes plutôt jeunes qui, visiblement, en sont à leur premier contact avec l'itinérance. « Il y a des gars qui se trouvent à la rue après des histoires de violence conjugale, explique Michel Daigneault. Ils sont coupés du reste de leur famille. »

À la Mission Bon Accueil, Michel Daigneault remet aux intervenants des médicaments que certains doivent prendre. Il retourne ensuite chercher d'autres hommes. Au total, ce soir-là, 19 sans-abri que la Mission Old Brewery n'a pu héberger ont été transférés à Bon Accueil.

Il est environ 22h. Michel Daigneault a terminé sa ronde dans les rues glaciales. Le chauffeur peut alors songer à la maison de campagne qu'il rêve d'acheter un jour. « Je suis né à Montréal et je n'ai jamais aimé la ville, dit-il. Je vais quitter tout ça un jour. »

## Le temple du sans-abri

#### CATHERINE HANDFIELD

La Grande Bibliothèque ne fait pas seulement le bonheur des étudiants et des chercheurs. Même s'ils ne peuvent s'y inscrire, des sans-abri s'y rendent quotidiennement. Mais ils doivent, bien sûr, surveiller leur comportement.

Un matin de semaine frisquet, les usagers commencent à affluer à la bibliothèque de la rue de Maisonneuve, à Montréal. Près des postes informatiques du premier étage, une quinzaine de sans-abri lisent tranquillement, une petite valise à leurs pieds.

« Au centre Desjardins et au Centre d'achats, on se fait toujours écœurer, mais pas à la bibliothèque, explique Marcel, qui est dans la rue depuis 22 ans. Alors on y va. »

Le sans-abri de 54 ans est longtemps allé à la Grande Bibliothèque

chaque jour. Pour se reposer, lire le journal, se raser aux toilettes. « Des fois, tu viens tanné de faire la navette entre le centre de nuit et le centre de jour », dit-il.

Marcel estime que le tiers des sans-abri du coin fréquentent les lieux. « Une bonne partie de la clientèle itinérante y va », croit aussi la directrice générale de la Maison du Père, Geneviève Grégoire.

Le Grand Bibliothèque ne tient pas de statistiques sur ses 9000 visiteurs par jour. « On sait que nous accueillons davantage de sans-abri quand il fait très froid ou très chaud », souligne cependant la directrice de la référence et du prêt, Danielle Chagnon.

La direction de l'établissement, situé au carrefour des ressources pour les sans-abri, appréhendait la venue de cette clientèle avant l'ouverture, en avril 2005.

« Les grandes bibliothèques que nous avons visitées et qui avaient un souci d'ouverture devaient toutes composer avec les problématiques liées à certaines clientèles, dit Danielle Chagnon. Il faut seulement baliser les comportements. »

Le Code des responsabilités des usagers interdit de négliger son hygiène corporelle, d'être sous l'influence de l'alcool ou de la drogue, ou de dormir, entre autres.

Si les personnes sans domicile fixe peuvent avoir accès aux lieux et consulter des documents, elles ne peuvent s'inscrire. Impossible, donc, d'emprunter des documents et d'utiliser les postes multimédias.

« Mais ce n'est pas très grave, dit Denis, qui fréquente la bibliothèque pour regarder des films western. On a juste à emprunter la carte de quelqu'un d'autre. »

## LES REFUGES DE MONTRÉAL

### HOMMES

#### MISSION OLD BREWERY

Nombre de lits: 237  
Repas: petit-déjeuner et souper  
Autres services: accompagnement, résidences avec trois repas

#### MAISON DU PÈRE

Nombre de lits: 150  
Repas: petit-déjeuner et souper  
Autres services: counselling, accompagnement social, résidences

#### MISSION BON ACCUEIL

Nombre de lits: 145  
Repas: petit-déjeuner, dîner, souper (aussi offerts aux femmes et aux enfants)  
Autres services: programme de réinsertion sociale, activités d'insertion à l'emploi, aide juridique, bénévolat, logement supervisé

#### ACCUEIL BONNEAU

Nombre de lits: (pour résidents seulement)  
Repas: repas complet en matinée et boîte à lunch en après-midi  
Autres services: accueil de jour, suivi psychosocial, counselling

### FEMMES

#### MAISON PATRICIA-MCKENZIE (MISSION OLD BREWERY)

Nombre de lits: 36  
Repas: petit-déjeuner et souper  
Services: accompagnement, résidences

#### LE CHAÎNON

Nombre de lits: 16  
Repas: petit-déjeuner et souper (un lunch est remis)  
Autres services: accompagnement, counselling, hébergement à plus long terme

#### L'ABRI D'ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)

Nombre de lits: 30  
Repas: petit-déjeuner-dîner et souper  
Autres services: counselling, possibilité de résidences, programme femme-enfant

### JEUNES

#### LE REFUGE DES JEUNES

Nombre de lits: 45 (pour jeunes hommes de 17 à 24 ans)  
Repas: petit-déjeuner et souper  
Autres services: références, accompagnement, premiers soins

#### LE BUNKER (LE BON DIEU DANS LA RUE)

Nombre de lits: 20 (pour garçons et filles de 12 à 19 ans)  
Repas: petit-déjeuner et souper  
Autres services: intervention de première ligne, counselling, médiation

## ACTUALITÉS

Une reconnaissance de l'Organisation mondiale de la santé

## Deux autres hôpitaux québécois certifiés « amis des bébés »

ARIANE LACOURSIÈRE

Deux hôpitaux québécois recevront cette année la certification « amis des bébés ». Les hôpitaux Cité de la santé de Laval et Anna-Laberge de Châteauguay seront reconnus internationalement comme des centres de soins qui encouragent l'allaitement maternel et qui offrent un soutien exemplaire aux nouvelles mamans et à leurs poupons.

« Le processus pour devenir "ami des bébés" est très long. Les changements doivent s'opérer sur plusieurs années. Ici, on a commencé la transition en 1998 », explique Sylvie Gosselin, chef des services de deuxième ligne au département des naissances de l'hôpital Anna-Laberge. Ce n'est que la semaine dernière que l'Organisation mondiale de la santé a finalement accordé la certification « amis des bébés » à l'établissement.

« On a modifié tranquillement notre façon de faire. Maintenant, on encourage un contact immé-

diat entre la mère et l'enfant après l'accouchement et cela facilite l'allaitement », affirme la D<sup>re</sup> Frédérique Latraverse, chef du département de périnatalité de l'hôpital Anna-Laberge.

**Les hôpitaux Cité de la santé de Laval et Anna-Laberge de Châteauguay sont maintenant reconnus internationalement pour leur encouragement de l'allaitement naturel et pour le soutien qu'ils offrent.**

La plupart des critères pour devenir « ami des bébés » concernent l'allaitement. Pour être accrédités, les hôpitaux doivent présenter un taux d'allaitement exclusif de 75 % à

la sortie de la maternité. À l'hôpital Anna-Laberge, le taux d'allaitement est présentement de 77,3 %. Les établissements doivent aussi s'abstenir de recevoir du soutien financier de compagnies de produits alimentaires pour bébés afin de conserver leur indépendance.

Jusqu'à tout récemment, seuls les hôpitaux de Saint-Eustache et de Granby possédaient la certification « amis des bébés ». Anna-Laberge est maintenant reconnu. La Cité de la santé se joindra elle aussi au groupe d'ici la fin de l'année, a appris *La Presse*. Déjà, la politique d'allaitement est affichée dans toutes les chambres des nouvelles mamans dans l'hôpital lavallois.

« On a collaboré avec le bloc opératoire pour que les mères qui accouchent par césarienne puissent elles aussi allaiter dès leur réveil. Ça fonctionne très bien », affirme Odette Ducharme, coordonnatrice du département d'obstétrique à la Cité de la santé.

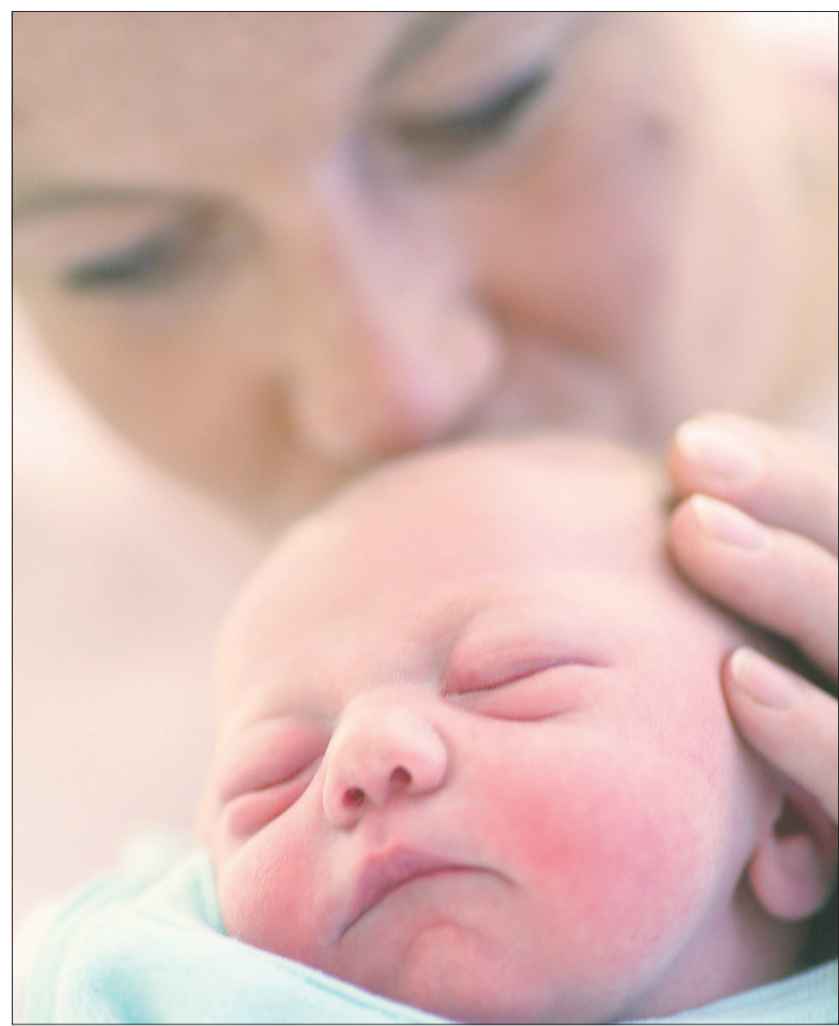


PHOTO FABIAN BIMMER, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Quatre hôpitaux québécois détiennent désormais la certification accordée par l'Organisation mondiale de la santé.

## Taux de résistance croissant au Tamiflu

MARIO GIRARD

Le Canada fait maintenant partie des pays où on a recensé des cas de virus H1N1 résistants à l'oseltamivir, mieux connu sous le nom de Tamiflu. Les plus récentes données canadiennes révèlent que ce médicament serait inefficace contre la grippe dans près de 10 % des cas.

Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) révèle que 13 % des quelque 2400 virus récoltés dans 41 pays étaient porteurs de la mutation qui confère une résistance élevée

au Tamiflu, un antiviral considéré comme la meilleure stratégie pour lutter contre une éventuelle pandémie de grippe.

Une telle résistance au virus H1N1 signifie qu'un individu souffrant de la grippe et traité au Tamiflu n'en retirerait que peu ou pas de bienfaits.

Le taux de résistance varie selon le pays. Dans certains pays européens, il atteint 19 %. Au Canada, selon le rapport de l'OMS, il graviterait autour de 8 %. Mais selon le dernier rapport hebdomadaire de l'Agence de santé publique du Canada, qui

s'intéresse de près à ce problème, il est maintenant à 9,5 %.

« Pour le moment, les études démontrent que ceux qui résistent au Tamiflu sont des gens qui n'avaient jamais pris ce médicament auparavant, explique Alain Desroches, porte-parole de l'Agence de santé publique du Canada. C'est donc une résistance naturelle. »

### Diversifier les stocks

Selon M. Desroches, cette situation « soulève des questions » quant aux réserves d'antiviraux de l'Agence de santé publique du

Canada. Cette dernière a fait l'acquisition au cours des derniers mois de 55 millions de doses de Tamiflu. Réparties dans les provinces canadiennes, ces doses serviraient à traiter 5,5 millions de Canadiens en cas de pandémie de grippe.

« Ça nous dit qu'il faut diversifier nos stocks, dit Alain

Desroches. Pour le moment, nous disposons de 90 % de doses de Tamiflu et 10 % de doses de Relenza. »

Ce n'est pas la première fois qu'une résistance au Tamiflu est décelée, mais le taux de résistance précédemment mesuré – moins de 1 % – était si faible qu'il était considéré comme insignifiant. Les scientifiques croyaient aussi que tout virus qui survivait au Tamiflu serait trop affaibli pour propager sa résistance.

– avec *La Presse Canadienne*

### REPORTAGE PUBLICITAIRE



## Magazine Domus

25<sup>e</sup> anniversaire

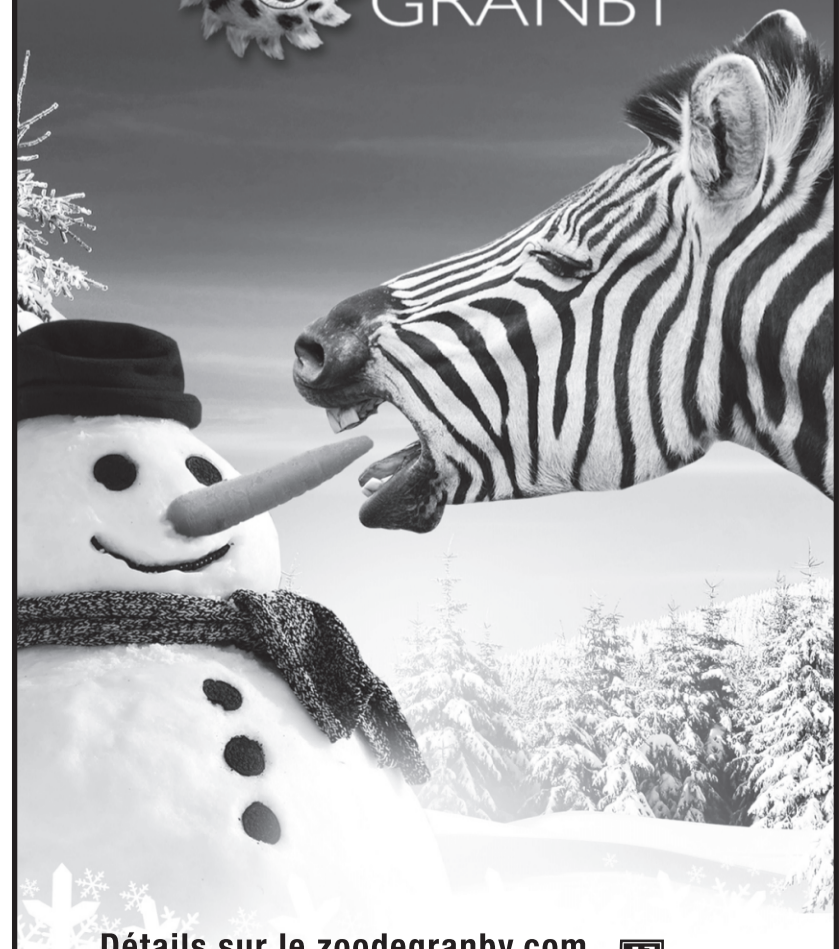
UN MAGAZINE SPÉCIAL  
À NE PAS MANQUER!

LE MERCREDI 27 FÉVRIER  
DANS LA PRESSE

3537906

## SORTEZ DE L'ORDINAIRE VISITEZ LE ZOO L'HIVER

Ouvert tous les jours pendant la relâche  
23 février au 9 mars 2008



Détails sur le [zoodegranby.com](http://zoodegranby.com)  
450 372-9113 • 1 877 472-6299



PROMOTION JUSQU'AU 29 FÉVRIER

**CANAPÉ DAVIS JR.**  
Revêtement tissu 2 tons,  
crème et taupe clair.  
Mérienne gauche ou  
droite. Avec 3 coussins  
d'appoint. Long., 356 cm.  
Quantités limitées.

**1995\$**

**MAISON CORBEIL**

**MONTRÉAL**  
1215, boul. Crémazie Ouest  
514-382-1443

**LAVAL**  
1946, boul. Le Corbusier  
450-682-3022

[www.maisoncorbeil.com](http://www.maisoncorbeil.com)

# Souvenirs d'Afrique



**STÉPHANE LAPORTE**  
COLLABORATION SPÉCIALE  
CHRONIQUE

J'ai toujours eu peur de l'Afrique. C'est la faute de *Tintin au Congo*. Je l'ai lu beaucoup trop jeune. J'avais à peine 5 ans. Des crocodiles qui dévorent des gens, des singes dépecés, des rhinocéros qui explosent, ça m'a traumatisé. J'en ai fait des cauchemars durant des mois.

J'ai visité une bonne partie du globe, mais jamais l'Afrique.

Ça prenait le plus palpitant des projets, un documentaire sur la gigantesque tournée mondiale de Céline Dion, pour m'amener là-bas. Mais avant d'y être, fallait aller chez le médecin. D'abord les vaccins. Cinq vaccins. Puis les pilules contre la malaria, contre la grippe aviaire, contre la fièvre jaune, contre le monsieur cannibale... Ça ne finit plus. Il ne faut pas boire l'eau. Il ne faut même pas se laver les dents avec l'eau du robinet. Il ne faut rien manger de cru. Il faut se laver souvent les mains. Il y a tellement de mises en garde qu'on n'a plus l'impression d'aller visiter un continent, on a l'impression d'aller visiter un incontinent.

Les amis ne sont pas plus rassurants. Tu t'en vas à Johannesburg!? Bonne chance! C'est la ville la plus violente au monde. Kaboul a l'air de

Beaconsfield à côté. Ne sors surtout pas de ton hôtel. Beau voyage.

On a atterri en Afrique du Sud, il était presque minuit, l'esprit un tantinet inquiet. Où sont les virus? Où sont les méchants? On tenait nos valises serrées. On faisait attention. Je me suis couché

**On vient pour s'apitoyer sur leur sort, sur leur vie de misère, sans eau courante, sans électricité, sans matelas, et l'on s'aperçoit que leur sourire est plus grand que le nôtre. Ils nous regardent sans aucune envie. Même qu'ils ont l'air de nous trouver bizarres. Trop blancs, trop habillés, trop « pognés ». Qu'est-ce qu'on attend pour jouer?**

en me demandant ce qu'il allait m'arriver.

Ce que la peur peut rendre con. Et ce que la connerie peut rendre peureux.

Heureusement, l'inconnu ne l'est plus quand on l'a devant soi.

L'Afrique du Sud, c'est beau. Les paysages sont à couper le souffle. C'est comme si la Provence avait envahi toute la France. Du vert à perte de vue. Des montagnes carrées, coupées au couteau. Tellement majestueuses qu'on a toujours l'impression qu'un lion va apparaître tout en

haut et rugir: «Tout ça, c'est à moi...» La végétation, le désert, la mer. Tout est extrême. Le sud du sud, c'est ici.

Les animaux sont chez eux. Pas dans des cages. Libres. Et on se sent un peu paparazzi d'aller les voir en safari-photo. Mais ils sont si beaux qu'on ose les déranger. En espérant qu'ils ne nous en voudront pas trop. Les girafes, les zèbres, les éléphants, les tigres... Ça change des écureuils et des mouches noires.

L'Afrique du Sud, c'est pas seulement beau. Il y a la pauvreté. L'immense pauvreté. Une pauvreté d'autant plus perturbante qu'elle côtoie une richesse provocante qui semble se foutre d'elle. On est

pour faire dribbler leur ballon. De toute façon, on ne s'enferme pas dans une maison quand il fait beau comme ça.

Les enfants ont les yeux grands comme le continent. Comme s'ils voulaient mettre tous les animaux de la jungle dedans. Et toutes les fleurs. Et tous leurs frères et leurs sœurs. Ils sont si nombreux. On vient pour s'apitoyer sur leur sort, sur leur vie de misère, sans eau courante, sans électricité, sans matelas, et l'on s'aperçoit que leur sourire est plus grand que le nôtre. Ils nous regardent sans aucune envie. Même qu'ils ont l'air de nous trouver bizarres. Trop blancs, trop habillés, trop pognés. Qu'est-ce qu'on attend pour jouer?

qui leur permet de vivre sans ce que nous avons. Alors que pour nous, ça semble impossible de vivre sans tout ça. Comme si on était des drogués au matériel. Et eux des êtres qui pouvaient s'en passer, parce qu'ils n'en avaient jamais pris. Parce qu'on ne les avait pas intoxiqués encore.

Il faut les sortir de leur enfer, mais pas en leur donnant le nôtre. Notre équilibre dépend du leur, mais ça, ça nous prendra encore combien de siècles pour le comprendre?

Les Blancs ont pillé l'Afrique, la dépossédant de son or et de ses diamants. Enlevant même ses habitants pour en faire des esclaves. Mais les Blancs n'ont pas pu enlever l'Afrique de l'Afrique. Et c'est de cette résistance que naîtra un jour la justice.

Pardonnez-moi, je vous laisse. Il me reste encore trois jours de travail et de souvenirs à ramasser. Je crois qu'à mon retour, je vais tellement m'ennuyer de l'Afrique que je vais relire *Tintin au Congo*. Et ça va me faire rêver.

Il faut aller aux endroits qui nous font peur. C'est la seule façon de se sentir ailleurs. La tournée de Céline Dion s'intitule *Taking Chances*. C'est en prenant des chances que l'on avance, que l'on vit. Et c'est en n'en prenant pas que l'on reste là, que l'on meurt.

Cela dit, faut pas marcher en gougounes dans un champ de serpents pour autant...

COURRIEL  
Pour joindre notre chroniqueur: [stephane@stephanelaporte.com](mailto:stephane@stephanelaporte.com)

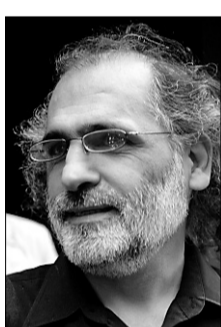
## DANS LES ARCHIVES DE MON BLOGUE

**MARDI 29 JANVIER 2008**

**LES BÉDARD-MAZHARI, LA VRAIE HISTOIRE**

Janvier 2008. En ce début d'année, le gros succès à la télé est la série *Les Bédard-Mazhari, la vraie histoire*. Vingt ans après que tout le Québec se soit payé leurs têtes, Myriam Bédard et Nima Mazhari ont enfin le dernier mot.

Nima Mazhari >



**MERCREDI 28 NOVEMBRE 2007**

**LE RÔLE IMPORTANT DES JUIFS HASSIDIQUES DANS L'ÉQUILIBRE MENTAL DES VEDETTES D'OUTREMONT**

C'est donc très bon pour l'égo de la «veuedette» de croiser des gens qui ne la reconnaissent pas pantoute et qui s'en foutent éperdument. Ça la ramène sur terre. Ça désenfile un peu la tête. Quand on se prend pour une vedette internationale et que son voisin ne sait même pas qui l'on est, ça remet les valeurs à la bonne place.

**LE LUNDI 8 OCTOBRE 2007**

**MA SŒUR ARRÊTÉE PAR LA POLICE !**

Elle poursuit sa marche. Soudain, elle entend une voix :

« Arrêtez-vous, madame ! » Elle s'arrête.

Deux policières s'approchent d'elle :

« Vous avez traversé dans l'illégalité...

- La lumière était verte...

- Oui, mais elle est tombée rouge.

- J'étais déjà en plein milieu de la rue, fallait que je continue...

- Vous auriez dû revenir sur le terre-plein. - Quoi ? »

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte : [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

# Medsync s'associe à une deuxième clinique

## La compagnie privée offre des bilans de santé pour 228 \$

ARIANE LACOURSIÈRE

Une compagnie privée qui offre des bilans de santé pour 228 \$ en promettant une rencontre rapide avec un médecin du réseau public vient de s'associer à une deuxième clinique de la Rive-Sud de Montréal en quelques mois.

Ces jours-ci, la compagnie Medsync appelle les résidents de la région de Longueuil pour leur offrir de passer un bilan de santé. Prises de sang, analyses d'urine, taux de glycémie... On assure que le portrait sera complet. «Et si vous avez un problème dans votre bilan, on va vous diriger ensuite rapidement vers un omnipraticien ou à un spécialiste», a expliqué une préposée de Medsync à La

Presse. Les 228 \$ qui doivent être versés pour obtenir un bilan de santé sont «remboursables par des assurances privées ou déductibles d'impôts», assure-t-on. Les résultats sont dévoilés dans les

**Le 1<sup>er</sup> février, la RAMQ a tranché : les pratiques de Medsync sont tout à fait légales.**

48 à 72 heures suivant les tests. Les personnes qui présentent des résultats anormaux sont dirigées vers un médecin participant. Cette rencontre est donc couverte par l'assurance maladie.

Au moment où de plus en plus de Québécois peinent à trouver

un médecin de famille, l'offre de Medsync est alléchante. La pratique doit d'ailleurs être rentable car c'est la deuxième fois en quelques mois que Medsync s'affilie à une clinique de la Rive-Sud de

Montréal pour offrir ses services.

La dernière fois, elle l'avait fait à la Clinique médicale Châteauguay. Quand le ministre de la Santé avait appris l'existence d'un tel service, il avait commandé une enquête à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Le 1<sup>er</sup> février, la

RAMQ a tranché : les pratiques de Medsync sont tout à fait légales.

«À Châteauguay, nous avons déterminé que la pratique était légale. Est-ce encore le cas ici (à Longueuil)? Je ne peux pas me prononcer», affirme Marc Lortie, porte-parole de la RAMQ.

Joint par *La Presse*, le propriétaire de Medsync, Yves Legault, n'a pas voulu s'étendre sur le sujet. Il a refusé de confirmer qu'il s'est associé à une autre clinique de la Rive-Sud. Selon la préposée contactée par *La Presse*, il s'agit «du Centre professionnel de la santé situé juste à côté de l'hôpital Charles-LeMoyne». *La Presse* a toutefois été incapable de trouver cette clinique.

Offrir à des gens de payer pour un bilan de santé pour qu'ils aient accès plus rapidement à un médecin est-il acceptable, selon M. Legault? Absolument. Le propriétaire dit être «totallement contre la médecine privée» et affirme que Medsync vise justement à soulager le réseau public, ce qui est acceptable.

Au ministère de la santé, on reconnaît que depuis l'adoption de la loi 33 sur les soins de santé, les initiatives comme celle de Medsync se multiplient. «Mais je peux vous assurer que nous sommes au courant de tout ce qui se passe», a dit le sous-ministre adjoint du ministère de la Santé, le D<sup>r</sup> Michel A. Bureau, la semaine dernière.



www.radio-canada.ca/radio

Aujourd'hui à 16h

# STUDIO 12

avec Marie-Christine Trottier



Invitée-vedette: Florence K  
Avec Lynda Thalie, B'ta et Émilie-Claire Barlow.  
Réal.-coord.: Diane Maheux

## ACTUALITÉS

## Tollé général contre Ottawa

## TOLLÉ

suite de la page A1

« On ne sait pas de quoi il s'agit, ajoute M<sup>e</sup> Robert de Massy. Le comportement du SRCS est inacceptable et celui du ministère de la Sécurité publique, qui est sûrement de connivence, l'est tout autant. J'étais bouleversé de voir ça samedi matin dans les journaux. »

L'avocat rappelle que lorsque le Sénat a récemment modifié la loi sur l'immigration, le sénateur Pierre-Claude Nolin a déclaré: « Chers collègues, il y a des fois où on doit adopter des lois en se bouchant le nez. » « Ça en dit long sur la nature de cette loi, reprend-il. C'est tout à fait contraire aux principes de la justice. On ne crée pas comme ça des fuites dans les journaux quand il s'agit de mettre des gens en accusation. On les accuse et on présente des preuves. »

« Le gouvernement se base sur ses soupçons et non pas sur ses connais-

saire ces personnes dans le système de justice traditionnel, croit Julius Grey. « Le gouvernement semble oublier qu'il existe déjà dans le Code criminel assez de dispositions pour juger de manière adéquate ces personnes. »

La présidente de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale, Béatrice Vaugrante, partage cette opinion. « Si on a réellement des preuves, qu'on les arrête et qu'on les juge, dit-elle. Notre système juridique devrait être capable de répondre à cela. »

Selon M<sup>me</sup> Vaugrante, l'attitude du gouvernement de Stephen Harper nuit à l'image du Canada. « Ça nous replonge dans cette notion de terrorisme où certains États empiètent allègrement dans des droits qu'on croyait acquis. On voit cela aux États-Unis et maintenant au Canada. C'est grave. »

Les critiques en matière de justice des partis d'opposition accueillent froidement les nouvelles mesures. « Il m'apparaît inconcevable qu'un juge puisse

Seul le Parti libéral du Canada semble approuver l'approche du gouvernement. Ujjal Dosangh, critique en matière de justice pour le PLC, estime que ces certificats sont « utiles et nécessaires ». Rappelons que le projet de loi avait été adopté le 4 février à 191 députés contre 54, les libéraux ayant décidé de se rallier aux conservateurs.

## Silence de Stockwell Day

Le dévoilement hier des nouvelles allégations en a étonné plusieurs. Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) affirme que l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les certificats a motivé sa décision de rendre publiques ces informations.

« Dans le contexte des nouveaux certificats, le SCRS a décidé que certaines informations datées pouvaient être rendues publiques à condition qu'elles ne soient pas dommageables à la sécurité du pays ou d'une personne », a déclaré Manon Bérubé, porte-parole du SCRS.

Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, n'a pas voulu répondre aux questions des journalistes, hier. Sa directrice des communications a dirigé les demandes vers Jeffrey Chapman, un porte-parole du Ministère.

Interrogé sur les raisons qui motivaient le renouvellement des certificats de sécurité et le choix de ne pas procéder à un procès régulier, le porte-parole a répété machinalement la même phrase: « Le gouvernement émet un certificat de sécurité lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne présente un risque pour la sécurité du pays. »

La Presse a alors souligné l'absence de preuves dans les dossiers des cinq personnes visées par les certificats. « C'est toujours devant la Cour », s'est contenté de dire Jeffrey Chapman, en s'esclaffant. Questionné sur le recours aux avocats spéciaux, le porte-parole a répondu: « Je ne peux pas vous dire pourquoi. »

« Ça fait des années qu'on nous dit que tout cela doit demeurer secret et voilà qu'on dévoile tout à coup plusieurs informations. La crédibilité du SCRS est en jeu. »

sances, dit pour sa part l'avocat Julius Grey. Dans ce genre de situation, on découvre, dans 99,9 % des cas, qu'on s'est trompé. »

Le juriste montréalais cite l'exemple des milliers de Japonais traités comme des détenus en Colombie-Britannique après l'attaque de la base navale de Pearl Harbor, en 1941. Quarante ans après ce sort injuste, le premier ministre Brian Mulroney a dû présenter des excuses au nom du gouvernement fédéral. « Je ne veux pas que mon gouvernement formule d'autres excuses du genre dans 40 ans », ajoute M<sup>e</sup> Grey.

Selon lui, le gouvernement émet des certificats de sécurité parce qu'il est guidé par la panique et le désir de suivre les Américains. Or, il devrait tra-

prendre une décision qui signifie pour un étranger une incarcération d'une période indéfinie sans que ce juge ne soit certain des motifs pour lesquels il doit ordonner cette détention, dit Serge Ménard, député du Bloc québécois. Or, pour les Canadiens qui doivent faire face à une telle situation, on demande qu'il y ait une certitude. »

Joe Caumartin, du NPD, est surpris de la publication soudaine de certaines de pages d'informations concernant les possibles activités terroristes des personnes visées par les certificats. « Ça fait des années qu'on nous dit que tout cela doit demeurer secret et voilà qu'on dévoile tout à coup plusieurs informations. La crédibilité du SCRS est maintenant en jeu. »

## Les « avocats spéciaux »

MARIO GIRARD

Le 23 février 2007, la Cour suprême du Canada déclarait inconstitutionnelles les dispositions de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés relatives aux certificats de sécurité.

L'arrêt Charkaoui a démontré que ce processus niait les droits des personnes visées par un certificat à une audience équitable.

Le gouvernement a comblé cette lacune en déposant le projet de loi C-3, qui inclut maintenant la notion d'« avocat spécial ». Nommés par la Cour pour protéger les intérêts des personnes visées par un certificat, les avocats spéciaux peuvent avoir accès aux renseignements que le gouvernement doit garder confidentiels parce que leur « divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui ».

« Le hic, c'est que dès que l'avocat a accès à ces renseignements, il ne peut plus parler à son client à moins d'une autorisation du juge, dit Béatrice Vaugrante, présidente de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale. Comment voulez-vous défendre votre client dans de telles conditions? »

Ce système, déjà connu à l'étranger, attire plusieurs critiques.

« Cette notion, qui est déjà invoquée en Angleterre, est passablement décriée, affirme Béatrice Vaugrante. Ça fait des mois que nous disons que cette façon de considérer les certificats de sécurité ne répond en aucun cas aux exigences de la législation internationale pour un procès juste et équitable. Et nous, au Canada, qu'est-ce qu'on fait? On adopte ce modèle. C'est très décevant. »

## Loi sur les certificats de sécurité : la contestation s'organise

CATHERINE HANDFIELD

Les personnes visées par les nouveaux certificats de sécurité entendent se battre.

Plusieurs prévoient contester la nouvelle loi sur l'émission de certificats de sécurité, comme ils l'ont fait avec la première version de la loi.

L'année dernière, la Cour suprême du Canada a conclu à l'inconstitutionnalité de certaines dispositions des certificats de sécurité. Elle a donné un an au gouvernement pour réécrire la loi. À l'expiration de ce délai, les personnes visées pourraient contester leur certificat.

La loi amendée et entrée en vigueur vendredi (la loi C-3) permet maintenant aux personnes visées d'être représentées par un « avocat spécial ». Ce

dernier pourra tester la preuve retenue contre son client, mais ne pourra la lui dévoiler.

Une mesure insuffisante, estiment les principaux intéressés. « En fait, il n'y a pas vraiment de différence entre la nouvelle et l'ancienne loi », a déploré hier le ressortissant algérien Mohamed Harkat, l'une des cinq personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec des organisations terroristes.

Joint à son domicile d'Ottawa, où il est sous surveillance 24 heures sur 24, l'homme de 39 ans entendait rencontrer son avocat mardi pour discuter des possibilités de contestation.

Sa femme, la Franco-Ontarienne Sophie Harkat, a vivement déploré que certains des « avocats spéciaux » choisis par le ministère de la

Justice soient des avocats de la Couronne. « Et même si nous sommes représentés par un avocat, ce sont les mêmes juges qui vont réentendre la cause », a-t-elle ajouté.

Le Montréalais Adil Charkaoui entend lui aussi contester la loi. Il se rendra mardi à Ottawa pour rencontrer le juge en chef de la cour fédérale avec ses avocats et des groupes de défense des droits. « Nous verrons alors comment nous allons nous organiser », a-t-il dit hier.

Selon l'avocat Julius Grey, une nouvelle contestation devant la Cour suprême n'est pas synonyme de victoire. « En modifiant la loi de la sorte, le gouvernement a probablement opté pour le seuil le plus bas que la Cour suprême était prête à accepter », dit-il.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

## LES GRANDS CONSTRUCTEURS

un cahier spécial sur l'immobilier



le mercredi 27 février dans La Presse

## Accident mortel sur la route 143

SAINT-BONAVENTURE — Un quadragénaire a perdu la vie au volant de sa voiture, hier après-midi, lorsque cette dernière a frappé un camion-remorque qui circulait en sens inverse sur la route 143 à Saint-Bonaventure, près de Drummondville.

Selon la Sûreté du Québec, pour une raison inconnue, la voiture aurait empiété dans la voie inverse et percuté les roues arrière du camion. La victime, un résident du secteur, a été blessée grièvement, puis son décès a été constaté au centre hospitalier de Drummondville.

— La Presse Canadienne

**LA PASSION DES COURSES  
ÇA COURT MÊME EN HIVER !  
À l'Hippodrome de Montréal,  
les samedis à 19h et les dimanches à 13h.**

**6**  
semaines de compétitions

**hivernale '08**

Les samedis du 16 février au 22 mars  
 Les samedis et dimanches du 17 février au 23 mars  
 Les mardis du 19 février au 25 mars  
 Les jeudis du 21 février au 27 mars

Compétitions de chevaux à réclamer.  
Quel cheval sera le plus convoité ?  
Près de 400 000 \$ en bourses

[www.SULKY.ca](http://www.SULKY.ca)  
[www.ATTRACTIONSHIPPIQUES.COM](http://www.ATTRACTIONSHIPPIQUES.COM)

3539989A

3537905

Week-ends visites libres à Montréal

PLUS DE 55 projets résidentiels neufs à découvrir...

Dernière chance les 23 et 24 février de 12h à 17h

C'est le temps de magasiner votre propriété!

Renseignements : 514-255-7683  
Tous les détails sur le site :

En collaboration avec :

[www.visiteslibresamontreal.com](http://www.visiteslibresamontreal.com)

3541385X

4444380

# Célébrez avec nous l'événement



**BRAULT & MARTINEAU**  
10 grands magasins  
braultetmartineau.com  
On s'occupe de vous

Réfrigérateur de 18,5 pi<sup>3</sup>  
Tablettes ajustables en verre, bacs à légumes et à fruits à humidité contrôlée, bac à viande, balconnets ajustables dans la porte  
Livraison, ramassage et service gratuits



acier INOXYDABLE

Amana

**21<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**1099\$**  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*

Amana  
Cuisinière avec four autonettoyant  
Four d'une capacité de 5,3 pi<sup>3</sup>, élément de cuisson dissimulé, mode Sabbat  
Livraison, ramassage et service gratuits



acier INOXYDABLE

**19<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**999\$**  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*



Mobilier de chambre de style moderne au fini érable  
Avec miroir et luminaires à l'intérieur de la tête de lit bibliothèque  
Livraison gratuite

Ensemble grand lit 6 morceaux comprenant 1 douillette, 2 couvre-oreillers, 2 coussins et 1 traversin . . . 8,18\$/mois ou 409\$

**19<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**999\$** 6 mcx  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*



Le mobilier tout désigné pour votre cinéma maison

Mobilier de salon modulaire et inclinable revêtu d'un tissu très résistant  
Livraison gratuite

Fauteuil berçant et inclinable aussi offert : 9,98\$/mois ou 499\$

**33<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**1699\$** 5 mcx  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*



SAMSUNG

Téléviseur à écran ACL de 40 po

Rapport de contraste dynamique de 25 000:1, temps de réponse de 6 ms, 1080p full HD, processeur de 120 Hz, 3 entrées et 1 sortie HDMI

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

• 46 po : 65,98\$/mois ou 3299\$  
• 52 po : 79,98\$/mois ou 3999\$

Rabais de 300\$ Rég.: 2799\$

**49<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**2499\$** Nous payons la TPS et la TVQ\*\*



VIDÉOTRON

Décodeur / enregistreur illico numérique

• Capacité d'enregistrement jusqu'à 20 h de télévision en HD (disque dur de 160 Go)  
• Possibilité de faire une pause pendant une émission en direct et de reprendre là où vous l'avez laissée  
• Son Dolby numérique  
Garantie de 12 mois

549\$ - 150\$ crédit d'activation  
399\$\* \*Détails en magasin

**10<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**549\$**  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*

ONKYO TANNOY HEAR/BELIEVE

Ensemble audio

Comprenant récepteur audio/vidéo de 7 x 75 watts, 5 haut-parleurs et 1 subwoofer

Livraison gratuite

**33<sup>98</sup>\$\*** /mois  
**OU**  
**1699\$**  
Nous payons la TPS et la TVQ\*\*



Nous payons la

**OU** payez en

**TPS et la TVQ\*\* 50**

versements sans intérêt\* jusqu'en avril 2012  
sur les meubles, matelas, accessoires de décoration, électroménagers\* et appareils électroniques\*

HEURES D'OUVERTURE:  
Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)  
GATINEAU Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)  
KIRKLAND Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Prom. canadienne)  
LASALLE Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)  
LAVAL Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

Livraison gratuite\*\* 7 jours sur 7

REPENTIGNY Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)  
ROCK FOREST Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)  
SAINT-HUBERT Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)  
SAINT-LÉONARD Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)  
SAINTÉ-THÉRÈSE Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Brault & Martineau offre en vigueur du jeudi 21 février au dimanche 24 février 2008. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Détails en magasin.

\*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt »: achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais:  
Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de: 250\$ | 500\$ | 1000\$  
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de: 4,01\$ | 8,01\$ | 16,03\$

## COMMUNAUTÉ JUIVE DES PERCEPTIONS DIVERGENTES

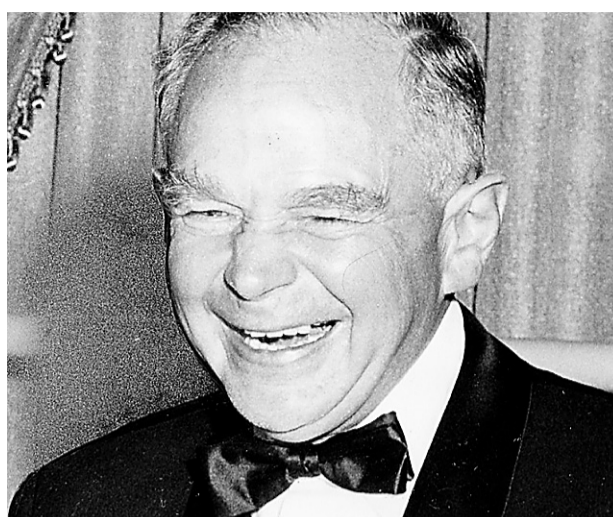
## ENTRE IGNORANCE

L'ensemble des Québécois ont peu de contacts avec la communauté juive



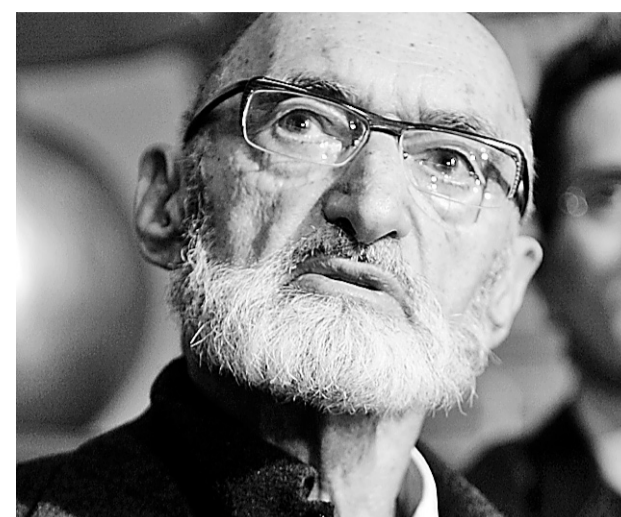
Leonard Cohen, musicien.

PHOTO, AP



Samuel Steinberg, homme d'affaires.

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE



Le D' Henry Morgentaler.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Elle a donné au Québec les Leonard Cohen et les Henry Morgentaler, tout autant que les épicerie Steinberg, les bagels qui font l'orgueil de Montréal et la meilleure viande fumée à l'ouest de la Pologne. Mais malgré sa contribution à la culture, à l'économie et à l'histoire du Québec depuis 250 ans, la communauté juive de la province semble encore méconnue et victime d'opinions défavorables. C'est du moins ce que donne à croire un nouveau sondage Léger Marketing, dont *La Presse* a obtenu les résultats en exclusivité.



LAURA-JULIE PERREAULT

Un nouveau sondage démontre que les Québécois ont presque deux fois moins de contacts avec les membres de la communauté juive que le reste des Canadiens et qu'ils entretiennent davantage de préjugés à leur égard. Mais la plupart des craintes fondent comme neige au soleil quand les deux groupes se côtoient.

Ces constats se dégagent d'un sondage téléphonique effectué auprès de 1501 Canadiens entre le 6 et le 11 février dernier par Léger Marketing pour le compte de l'Association des études canadiennes, dans le cadre d'une étude plus vaste sur l'état des relations interculturelles au Canada.

Au Québec, l'échantillon était de 513 personnes qui ont répondu à 60 questions dont une douzaine portant sur le racisme et l'antisémitisme. De ce groupe, seulement 28% ont dit avoir été en contact avec des membres de la communauté juive au cours du mois de janvier. Dans le reste du pays, c'était le cas d'un répondant sur deux.

Ce premier écart statistique se répète à maintes reprises dans les résultats de l'étude obtenue par *La Presse*, notamment au chapitre des opinions qu'ont les répondants des membres de la communauté juive.

Alors que 74% des Canadiens hors Québec s'accordent pour dire que «les Juifs ont fait une contribution importante à la société», ce pourcentage chute à 41% au Québec.

Même fossé dans la perception de l'intégration de la communauté juive: 72% des répondants du Canada hors Québec estiment que les Juifs veulent pleinement participer à la société. Au Québec, seulement 34% partagent cette opinion.

Les perceptions sont tout aussi divergentes sur la volonté des «Juifs d'imposer leurs coutumes et leurs traditions aux autres». Si 41% des Québécois interrogés sont de cet avis, ils ne sont que 11% à affirmer la même chose à l'extérieur de la province.

**Bouchard-Taylor: Un débat mal mené**

Jack Jedwab, qui a rédigé les questions du sondage et commandé l'enquête, conclut que l'antisémitisme est plus présent au Québec qu'ailleurs dans le pays. Et le directeur général de l'Association des études canadiennes désigne d'emblée un coupable. «En termes d'actes antisémites commis, ce n'est ni mieux ni pire au Québec qu'ailleurs; mais dans l'attitude, c'est pire, et je l'attribue au débat sur les accommodements raisonnables et à la commission Bouchard-Taylor qui ont permis aux gens d'exprimer des sentiments négatifs à l'égard de certaines minorités sans subir de conséquences», avance-t-il.

Des individus ont colporté pendant des semaines de fausses informations sur la certification casher avant d'être rappelés à l'ordre par les commissaires Gérard Bouchard et Charles Taylor. «C'était une erreur monumentale et les résultats du sondage montrent que le débat a été mal mené», estime Jack Jedwab, en précisant que les communautés musulmanes et sikhes n'ont pas été épargnées dans le processus.

Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Rachad Antonius croit lui aussi que le débat

sur les accommodements raisonnables a accentué les préjugés. Beaucoup de Québécois ont appliqué quelques demandes fortement médiatisées de la communauté hassidique ultra-orthodoxe d'Outremont à l'ensemble des 93 000 Québécois de religion juive. «Le racisme naît toujours de la généralisation», croit celui qui est aussi directeur adjoint du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté.

S'il qualifie les données du sondage de «préoccupantes», Rachad Antonius croit cependant qu'elles sont trop partielles pour conclure que le Québec est en pleine flambée d'antisémitisme. «Il manque des morceaux importants, notamment à l'égard de l'intégration économique de la communauté, son accès au pouvoir et la santé de ses institutions.» Dans ces trois dossiers, la communauté juive québécoise est citée en exemple à travers l'Amérique du Nord.

**Ultra-orthodoxes très minoritaires**

Co-coordonnateur des études juives canadiennes à l'Université d'Ottawa, Pierre Ancil estime que c'est surtout du côté du manque de contacts entre les Québécois francophones et les Québécois de religion juive qu'il faut regarder pour expliquer les écarts d'opinion. Un long processus historique se cache derrière ces deux solitudes.

Dès 1903, les enfants juifs se sont vu interdire l'accès aux écoles francophones catholiques et ont été envoyés dans les écoles anglo-protestantes. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs montréalais ont quitté en grand nombre l'est de Montréal pour s'installer dans l'ouest de l'île, notamment à Côte-Saint-Luc et à Hampstead. Les hassidim d'Outremont sont parmi les seuls à vivre en nombre significatif au sein d'une majorité francophone.

«Il y a un manque de contact et quand il y a contact, c'est avec une communauté très visible. Sinon, les Québécois francophones n'ont pas les clés pour faire la distinction entre les Juifs et les anglophones», croit Pierre Ancil. Les Québécois ont tendance à ignorer qu'un cinquième de la population juive québécoise, les séfarades, sont francophones. Et que les ultra-orthodoxes ne forment que 12% de la grande communauté juive.

Les résultats du sondage de l'Association des études canadiennes suggèrent d'ailleurs que la cohabitation dissipe presque tous les préjugés. Les Québécois qui ont répondu avoir eu des contacts avec des Juifs au cours du mois de janvier ont davantage tendance à croire que ces derniers forment une minorité vulnérable, qu'ils veulent participer pleinement à la société et qu'ils y ont fait une contribution importante.

Cependant, qu'ils aient ou non l'habitude de fréquenter la communauté juive, un peu plus de quatre Québécois sur 10 croient que «les Juifs veulent imposer leurs coutumes et leurs traditions aux autres».

Jack Jedwab offre une explication. «Le concept d'imposition n'est pas le même au Québec que dans le reste du Canada. On l'a vu dans le débat sur le voile islamique. Au Québec, beaucoup de gens croient qu'on essaie d'imposer le voile parce qu'il est porté dans l'espace public. Au Canada anglais, imposer voudrait dire obliger les non-musulmans à le porter», soutient M. Jedwab, tout en ajoutant qu'il trouve l'interprétation québécoise erronée. «Et c'est particulièrement étrange pour la communauté juive, à qui le prosélytisme est interdit.»

L'Association des études canadiennes publiera sous peu quatre autres volets de son étude sur l'état des relations interculturelles au Canada.

## Une communauté forte de 250 ans d'histoire

LAURA-JULIE PERREAULT

93 000

Le Québec compte aujourd'hui 93 000 citoyens de religion juive. Plus de 95% d'entre eux vivent à Montréal.

C'est l'une des 15 plus grandes communautés juives en Amérique du Nord et l'une des plus anciennes. Les ultra-orthodoxes (parmi lesquels les hassidim et les loubavitch) représentent 12% de la population juive québécoise. Les juifs séfarades, originaires d'Afrique du Nord, sont pour leur part entre 20 000 et 29 000. Le reste est surtout formé de juifs ashkénazes, dont les racines sont en Europe de l'Est.

5000

Montréal a la plus grande communauté de survivants de l'Holocauste dans les Amériques (plus de 5000 personnes).

66%

des membres de la communauté juive sont nés au Canada.

60%

des Juifs québécois ont une connaissance pratique du français; ce nombre excède les 80% chez les moins de 35 ans.

Signes distinctifs en Amérique du Nord: la communauté juive du Québec a le plus bas taux de mariages hors religion et le taux le plus élevé d'élèves inscrits dans des écoles privées religieuses.

230 ans

Montréal compte 55 synagogues, dont la synagogue Spanish & Portugaise, qui abrite la plus ancienne congrégation juive du continent. Elle a ouvert ses portes il y a 230 ans.

## QUELQUES DATES MARQUANTES

**1760/1763** Les Juifs étaient interdits de séjour en Nouvelle-France. Ce n'est qu'après la bataille des plaines d'Abraham qu'ils ont pu s'établir au Québec. À Trois-Rivières en 1760, et à Montréal en 1763.

**1807** Un député juif est élu par les citoyens de Trois-Rivières, mais les règles en vigueur alors ne lui permettent pas de siéger.

**1832** Louis-Joseph Papineau et le député John Neilson aident les Juifs à obtenir les mêmes droits que les autres citoyens du Bas-Canada.

**1934** Fondation de L'hôpital général juif.

# COMMUNAUTÉ JUIVE DES PERCEPTIONS DIVERGENTES

# ET PRÉJUGÉS

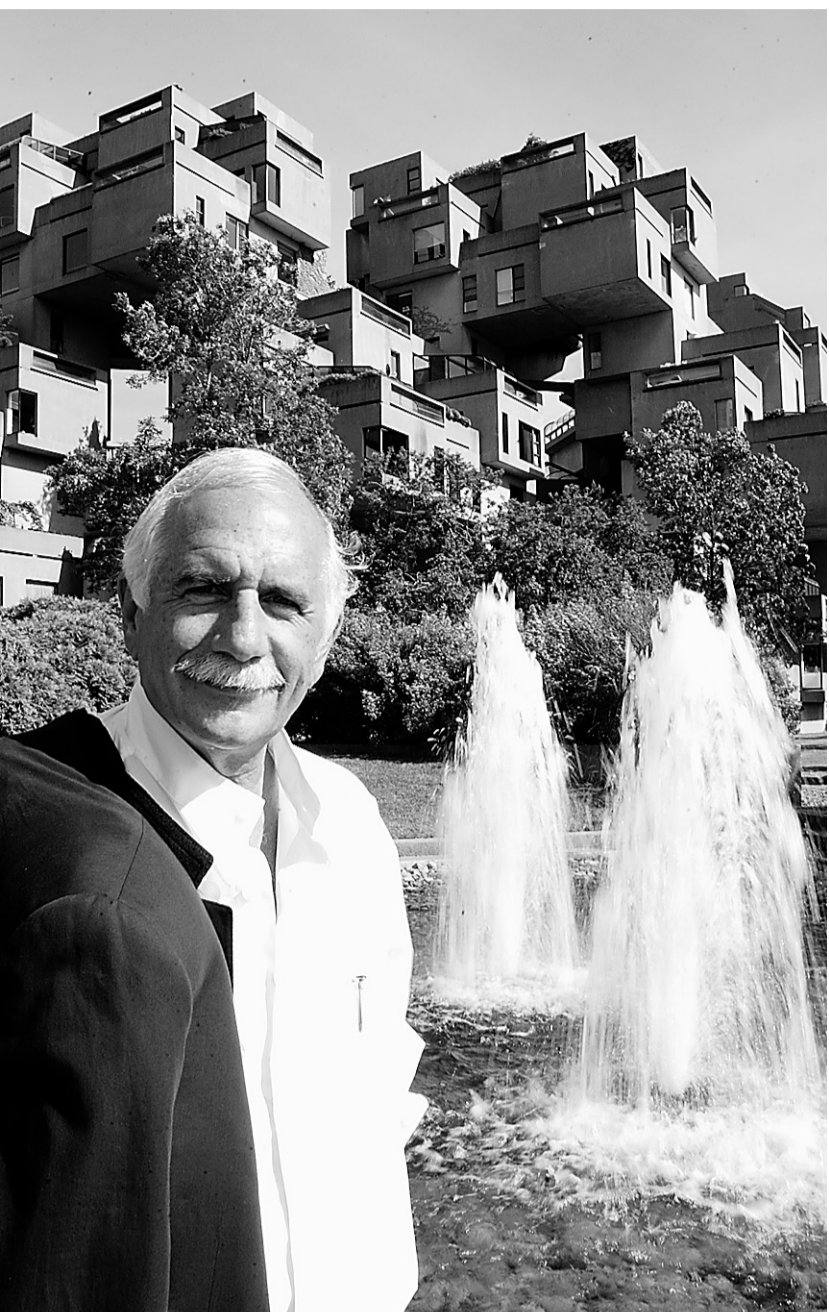


PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE  
Moshe Safdie, architecte, en face d'Habitat 67.



PHOTO LA PRESSE  
Phyllis Lambert, architecte.



PHOTO TORONTO STAR  
Mordecai Richler, écrivain.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE  
Julius Grey, avocat.

## SONDAGE LÉGER MARKETING LES RAPPORTS INTERCULTURELS

### Un monde de différence entre le Québec et le Canada

Dans le dernier mois, j'ai été en contact avec une personne juive

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	28%	51%	21%
Reste du Canada	47%	29%	24%

Les Juifs veulent imposer leurs coutumes et leurs traditions aux autres

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	41%	41%	19%
Reste du Canada	11%	74%	15%

Les Juifs veulent pleinement participer à la société

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	34%	41%	23%
Reste du Canada	72%	8%	20%

Les Juifs ont apporté une contribution importante à notre société

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	41%	35%	24%
Reste du Canada	74%	10%	16%

Les Juifs sont une minorité vulnérable au Canada

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	20%	59%	21%
Reste du Canada	26%	52%	22%

Je serais intéressé (e) à en savoir plus sur la culture juive

	En accord	En désaccord	Ne sait pas/ ne veut pas répondre
QUÉBEC	38%	49%	12%
Reste du Canada	55%	35%	10%

### Comment le fait de côtoyer des Juifs change les perceptions des Québécois

Les Juifs veulent pleinement participer à la société

Réponse des Québécois QUI ONT EU DES CONTACTS avec des personnes juives dans le dernier mois	Réponse des Québécois QUI ONT EU TRÈS PEU ou PAS DE CONTACTS avec des personnes juives dans le dernier mois
53% sont d'accord 43% en désaccord	31% sont d'accord 52% sont en désaccord

Les Juifs ont apporté une contribution importante à notre société

62% sont d'accord 28% sont en désaccord	39% sont d'accord 41% en désaccord
--	---------------------------------------

Je serais intéressé(e) à en savoir plus sur la culture juive

53% sont d'accord 43% sont en désaccord	37% sont d'accord 57% sont en désaccord
--	--

Les Juifs veulent imposer leurs coutumes et leurs traditions aux autres

45% sont d'accord 53% sont en désaccord	44% sont d'accord 45% sont en désaccord
--	--

Note: Nous n'avons pas inclus les participants au sondage qui répondaient qu'ils ne savaient pas parmi ceux qui ne voulaient pas répondre.

MÉTHODOLOGIE: La présente étude a été effectuée entre le 6 et le 11 février 2008 par Léger Marketing au moyen d'entrevues téléphoniques auprès de 1501 Canadiens, dont 513 Québécois, de 18 ans et plus. La marge d'erreur maximale est de plus ou moins 2,6%, et ce, 19 fois sur 20.

# Antisémitisme? Non! Méconnaissance? Oui!

LAURA-JULIE PERREAULT

Personne ne reste indifférent aux résultats du sondage de l'Association des études canadiennes. Mais autant au cabinet de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles qu'au Congrès juif canadien, on refuse de crier au loup.

D'un côté et de l'autre, on pense qu'une méconnaissance de la communauté juive est à la base des attitudes négatives de nombreux Québécois.

« Je vois dans ce sondage que plus il y a de contacts, plus les préjugés tombent », a déclaré à *La Presse* la ministre Yolande James, lors d'une entrevue téléphonique. Elle note que la plupart des Québécois qui vivent à

**« Seulement 12 % de la communauté juive vit de façon isolée et résiste à l'intégration. »**

l'extérieur de Montréal ont en général peu d'occasions de rencontrer des membres de la communauté juive. « Ce qui est clair, c'est que le défi est de se connaître, de se faire connaître et après ça, on peut progresser. » La politique de lutte contre le racisme qui sera rendue publique sous peu devrait, selon elle, apporter quelques éléments de réponse. « Mais il faut aussi multiplier les occasions de rencontre », estime M<sup>me</sup> James.

Président du Congrès juif canadien, région du Québec, Victor Goldbloom en arrive au même constat. « Le phénomène révélé par le sondage n'est pas une surprise. Nous sommes au courant depuis longtemps que notre communauté est mal connue malgré ses deux siècles et demi d'enracinement », dit-il. L'exemple d'intégration poli-

tique, économique et sociale de la grande majorité des Juifs québécois ne fait pas les manchettes. « Il y a 12 % de la communauté qui vit de façon isolée et qui résiste à l'intégration. Cette composante est sur-représentée dans les médias », souligne M. Goldbloom au sujet des groupes ultra-orthodoxes qui sont présents dans le paysage québécois, mais pas ailleurs au Canada.

#### Un phénomène marginal

Pour remettre les pendules à l'heure, cet ancien ministre libéral et médecin compte faire le tour du Québec pour parler de la communauté qu'il représente, de sa religion et des changements qui s'opèrent dans ses rangs. « Quand je suis arrivé à l'Assemblée nationale, un juif ashkénaze qui parlait français, j'étais un drôle d'exception. Ce n'est plus le cas. Plus de 80 % de nos jeunes de moins de 35 ans sont maintenant bilingues », souligne-t-il fièrement.

Le Québec francophone a lui aussi changé. Quand il était enfant, dans le Québec d'avant la Révolution tranquille, l'antisémitisme était monnaie courante. Les gens tenaient ouvertement des propos judéophobes, souvent pêchés directement dans les sermons du dimanche des curés. « Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'antisémitisme est un phénomène marginal. » Les attitudes révélées par le sondage de l'AEC ne modifient pas son point de vue.

Le B'nai Brith, qui répertorie chaque année les actes antisémites commis au Canada, a une tout autre perspective. « Il y a une vague d'antisémitisme, mais ce n'est pas seulement au Québec, c'est partout dans le pays », avance l'avocat-conseil de l'organisation, Steven Slimovitch. Au Québec, les actes antisémites, incluant les graffitis, le harcèlement et des

actes de violence ont augmenté de 60 % en 2006 par rapport à l'année précédente, mais restent nettement moins nombreux qu'en Ontario où plus des deux tiers des actes antisémites ont été enregistrés.

« Mais au Québec, la différence est que nous ne prenons pas au sérieux les actes haineux. Montréal est le seul grand corps policier qui n'a pas de division pour s'occuper de ce genre de délits », déplore M. Slimovitch.

#### L'interculturalisme en procès

Selon lui, la politique d'interculturalisme choisie par le Québec est quelque peu responsable des opinions négatives à l'égard des minorités ethniques. « C'est un modèle bien moins chaleureux, bien moins accueillant que le multiculturalisme canadien », croit-il.

Ce modèle de gestion de la diversité culturelle privilégie les échanges entre cultures dans le cadre de la société québécoise à majorité francophone, plutôt que la cohabitation entre cultures mises de l'avant par le multiculturalisme. Il a été défendu par une imposante majorité d'intervenants lors des travaux de la commission Bouchard-Taylor.

C'est notamment pour en tester les mérites que Jack Jedwab, le directeur général de l'Association des études canadiennes, a décidé de commander un sondage et d'y inclure des questions sur la communauté juive. « Il y a beaucoup d'intellectuels qui disent que le modèle interculturel est supérieur au modèle multicultural, dit-il. Le sondage démontre toutefois que c'est beau d'avoir un discours interculturel, mais les résultats n'y sont pas. »

M. Jedwab organise un colloque sur le sujet le 17 mars, soit quelques semaines avant la date prévue par le gouvernement pour la remise du rapport final des commissaires Gérard Bouchard et Charles Taylor.

## SANTÉ

## SUR CYBERPRESSE.CA

## CARICATURES

L'actualité de la semaine vue par nos caricaturistes sur cyberpresse.ca/caricaturistes

## STARS

Lindsay Lohan, Monica Bellucci, Fanny Ardant et Fergie ont fait un saut aux défilés des grands couturiers de Milan. À voir, sur cyberpresse.ca/starsmilan

Monica Bellucci >



## OSCARS

Mordu de cinéma? Faites notre quiz sur la cérémonie des Oscars au fil des ans sur cyberpresse.ca/quizoscars

## NOS BLOGUES



PASCAL MILANO  
Et vous, quelle est votre équipe?

Selon une enquête de Sport+Markt, c'est le FC Barcelone qui compte sur le plus d'appuis en Europe avec près de 50 millions de partisans. Lisez la suite sur cyberpresse.ca/milano

Lisez la suite sur [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

# Le sel ferait grossir les enfants

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Couper dans le sel pour prévenir l'hypertension, cela va de soi. Mais pour empêcher les petits de prendre du poids?

C'est pourtant ce que suggère une équipe de scientifiques britanniques. Leur équation est logique. Les enfants qui mangent plus salé boivent plus. Et ils tendent à éteindre leur soif avec des breuvages sucrés, plutôt qu'avec de l'eau.

«Il faut être très prudent avec le sucre sous forme liquide», confirme Paul Boisvert, de la Chaire de recherche sur l'obésité de l'Université Laval.

Le scientifique explique que le sucre file directement dans le sang et qu'il aura peu d'effet sur les signaux intestinaux, contrairement à des fibres ou des protéines.

L'enfant consommera donc une quantité importante de calo-

ries liquides, mais ne sera pas rassasié.

Paul Boisvert remarque aussi que les jus et autres boissons sont maintenant offerts en énormes bouteilles.

«Ça compte parfois pour trois portions de fruits», dit-il. Et plus de calories encore.

Le groupe de la London University a révisé les dossiers de 1600 enfants. Ils ont calculé que si on coupait leur consommation de sel de moitié, au bout de la semaine, ces petites dents salées se retrouveraient avec 250 calories de moins dans leurs diètes, en moyenne. À la fin de l'année, c'est 13 000 calories de volatilisées, ce qu'on peut traduire par quatre livres de poids corporel.

Les chercheurs de l'université anglaise recommandent aux parents d'être attentifs à la quantité de sel sur les produits

d'épicerie qui sont destinés à leurs enfants, le pain et les céréales commerciales, particulièrement, qui sont des mines de sel insoupçonnées.

## La nourriture industrielle visée

Paul Boisvert ne pourrait être plus d'accord. Le sel est redoutable pour la santé, dit-il.

Le chercheur québécois apporte aussi une petite nuance: la grande majorité du sel consommé vient de la nourriture industrielle, de la restauration ou de l'épicerie. Et ces produits contiennent généralement plus de gras aussi, donc ils sont susceptibles de faire grossir.

«Si les gens mangent plus salé, c'est aussi parce qu'ils mangent plus de nourriture industrielle», dit-il, rappelant que la plupart des consommateurs sous-estiment la teneur en gras et en sel de leur alimentation.



PHOTO TONY CENICOLA. THE NEW YORK TIMES

Le sel donnerait soif aux enfants, qui boiraient alors plus de boissons sucrées.

## Les Smarties bleues sont de retour

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Elles ont disparu dans l'indifférence presque générale, mais après avoir fait des vagues dans le milieu de la chimie alimentaire.

Nestlé a retiré les Smarties bleues du marché en 2006 après que des études eurent lié les colorants artificiels à l'hyperactivité chez les enfants. Deux ans de recherches plus tard, les bonbons bleus sont de retour. Ils doivent désormais leur jolie couleur à de la spiruline produite par des algues.

Lorsque la multinationale de la confiserie a décidé de retirer les colorants artificiels, elle a facilement trouvé des équivalents naturels pour les autres couleurs, mais pas pour le bleu qui, en plus, causait davantage de réactions allergiques. Ce que les chimistes appellent le «bleu brillant» est fait à partir d'un dérivé de goudron de charbon. On en retrouve aussi dans des savons et shampooings, mais il pourrait provoquer des éruptions cutanées chez certaines personnes hypersensibles. Des associations de consommateurs australiens avaient alors fait pression sur Nestlé, qui les avait bien entendues.

Le nouveau bleu est produit par deux espèces de cyanobactéries. La spiruline qui en est extraite est très riche en protéines et en vitamines. Ce qui ne devrait toutefois pas changer la valeur nutritive des bonbons Smarties, qui contiennent toujours beaucoup de sucre et de gras saturé.

## Risque de salmonella dans un saucisson

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) avise la population de ne pas consommer Sarmet courbe, un saucisson sec pur porc, qui pourrait être contaminé par la bactérie salmonella.

Le produit visé, de marque Maison de Savoie, est vendu en format de 250 grammes, porte le numéro de lot 02 51 29 et la date limite de consommation du 13 avril 2008. Ce produit a été distribué dans les régions métropolitaines de Montréal et de Québec. Aucun cas de maladie associé à la consommation de ce produit n'a été signalé.

La consommation d'aliments contaminés par salmonella peut causer la salmonellose, une maladie d'origine alimentaire. Le produit visé a été retiré du marché.

# 0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 72 MOIS<sup>1</sup>

## LA CONCURRENCE VA RIRE JAUNE



ROUTE<sup>4</sup>: 5,9L/100 KM  
VILLE<sup>5</sup>: 9,2L/100 KM

### POUR DES MENSUALITÉS COMPARABLES À LA LOCATION

Climatisation	<b>OUI</b>
Lecteur CD et MP3	<b>OUI</b>
Verrouillage électrique des portières	<b>OUI</b>
Glaces et miroirs à réglage électrique	<b>OUI</b>
Régulateur de vitesse	<b>OUI</b>
Téléverrouillage	<b>OUI</b>
Moteur/HP	<b>4 cyl. 2,2L 148 HP</b>
Garantie - Groupe motopropulseur	<b>5 ans - 160 000 km</b>

### G5 SE

Édition spéciale

**OUI**  
**OUI**  
**OUI**  
**OUI**  
**OUI**  
**OUI**

**4 cyl. 2,2L 148 HP**  
**5 ans - 160 000 km**

### Honda Civic DX

berline de base

**OPTION**  
**OUI**  
**NON**  
**OUI**  
**NON**  
**NON**

**4 cyl. 1,8L 140 HP**  
**5 ans - 100 000 km**

### Mazda3 GX

berline de base

**OPTION**  
**NON**  
**OPTION**  
**OPTION**  
**NON**  
**OPTION**

**4 cyl. 2,0L 148 HP**  
**5 ans - 100 000 km**

Selon l'information de 2008 disponible de la concurrence (location de 60 mois)<sup>6</sup>.

## À CE PRIX-LÀ, LES JAPONAISES NE SONT PAS UNE OPTION.



**G5 SE**  
ÉDITION SPÉCIALE

LOUEZ À  
**199 \$<sup>2</sup>**  
Location 60 mois

COMPTANT  
**0 \$**

ACHETEZ À  
**241 \$<sup>3</sup>**  
Financement 72 mois

Préparation et frais de transport de 1 095 \$ INCLUS

**PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION**

OFFRESPONTIAC.CA

**PONTIAC**  
**BUICK**  
**GMC**



**LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM**  
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

**160 000 KM** + **160 000 KM** + **160 000 KM**  
5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE<sup>7</sup> 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE<sup>8</sup> 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE<sup>9</sup>



applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM neuf lorsque vous envoyez votre vieux véhicule se reposer au ciel. Visitez [autos-o-ciel.ca](http://autos-o-ciel.ca) ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails. Pour livraison avant le 31 mars 2008.

**GAGNEZ VOTRE CIEL!**  
**DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE.**  
Obtenez un crédit de **1000 \$**

GM paie les 2 premières mensualités<sup>7</sup>!



GM paie les 2 premières mensualités<sup>7</sup>!

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf suivant: berline G5 SE 2008 (2AL69R7B). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Taux d'intérêt à 0% sur le financement à l'achat de tous les modèles G5 2008 pour un terme allant jusqu'à 72 mois, sur approbation de crédit de GMAC seulement. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 60 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 100 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0 \$ de dépôt de sécurité. 3. À l'achat, paiements mensuels basés sur un financement de 72 mois. Préparation et frais de transport inclus à l'achat. Frais d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. 4. Cote de consommation telle que publiée dans ÉnergieGuide par Ressources naturelles Canada pour la G5 SE avec moteur 2,2 L et boîte manuelle 5 vitesses. 5. Certaines caractéristiques des modèles de la concurrence sont offertes en option à un coût additionnel. 6. Selon la première éventualité. Les camions poids moyen sont exclus. 7. La GMCL effectuera les deux premiers versements mensuels des contrats de location GMAC d'une durée de 24 à 60 mois seulement, jusqu'à concurrence de 600 \$ par mois (taxes comprises). Sinon, la GMCL effectuera les deux premiers versements mensuels des contrats de financement GMAC d'une durée maximale de 72 mois seulement, jusqu'à concurrence de 600 \$ par mois (taxes comprises). L'offre s'applique aux contrats LOCATIONPLUS ou aux contrats de financement avec programme pour étudiants/diplômés de la GM. Pour livraison avant le 31 mars 2008. Consultez [primegmstudants.ca](http://primegmstudants.ca) pour les détails. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants ([primegmstudants.ca](http://primegmstudants.ca)) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez [gm.ca](http://gm.ca).

# Le sénateur Serge Joyal convie feu Honoré Mercier à un colloque

CATHERINE HANDFIELD

Le sénateur Serge Joyal organise un colloque historique sur le 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec, qui aura lieu en mars à Paris. Pour l'occasion, il a fait parvenir une invitation signée de sa main à nul autre que... Honoré Mercier, ancien premier ministre du Québec, décédé il y a plus de 100 ans.

L'éditeur Michel Brûlé est demeuré incrédule en trouvant une invitation adressée à Honoré Mercier dans la boîte aux lettres de sa maison d'édition, il y a quelques jours. L'adresse de retour était celle du sénateur Serge Joyal.

« Il y avait d'autres enveloppes identiques, et elles étaient toutes adressées à nos auteurs de livres à caractère historique », raconte Michel Brûlé. L'une d'entre elles était destinée

à Hubert Mansion, qui signe cette année *101 mots à sauver du français d'Amérique*.

Michel Brûlé a alors compris l'imbroglie: les éditions Michel Brûlé publient cette année une biographie d'Honoré Mercier signée par Pierre Couture.

« Toute l'équipe a été prise d'un fou rire », raconte l'éditeur. D'autant plus que le sénateur avait lui-même écrit: « Cher monsieur Mercier » dans le haut de la lettre...

« Le Chevalier de Lévis, sur qui nous publions aussi un livre, était très jaloux de ne pas avoir reçu d'invitation », a ajouté à la blague Michel Brûlé.

Joint à Paris, où il prépare le colloque, Serge Joyal a admis que son équipe avait « probablement fait une erreur ». « Mais je suis certain qu'Honoré Mercier aurait été honoré et qu'il serait probablement venu », dit-il.

Serge Joyal, reconnu pour sa passion de la culture, a argué qu'Honoré Mercier était un nom toujours contemporain, ce qui expliquerait pourquoi il n'a pas accroché en signant les cartons d'invitation.

Le colloque aura lieu les 7 et 8 mars au Sénat de Paris, et se poursuivra les 14 et 15 novembre au Sénat d'Ottawa. Il réunira 10 historiens français et québécois qui viendront s'exprimer sur l'empreinte laissée par la France au Canada.

Serge Joyal s'attend à recevoir entre 150 et 200 personnes, principalement des universitaires et des parlementaires. La gouverneure générale sortante Adrienne Clarkson et l'ancien premier ministre français Jean-Pierre Raffarin ont confirmé leur présence.

Le budget de 50 000 \$ est assumé par la Fondation de l'UQAM et l'Association française d'études canadiennes, un regroupement d'une centaine de professeurs français.

# Le projet Rabaska, cheval de bataille régional du NPD

DAPHNÉE DION-VIENS  
LE SOLEIL

Le projet Rabaska se retrouvera au cœur de la campagne électorale régionale du NPD, qui a présenté hier son candidat sur la rive-sud de Québec, un fervent opposant au projet de terminal méthane.

Présent lors de l'annonce, le lieutenant québécois du NPD, Thomas Mulcair, en a d'ailleurs profité pour livrer une charge à fond de train contre ce projet. Invité à réagir à une éventuelle participation financière du producteur de gaz naturel russe GazProm dans le projet Rabaska, le député d'Outremont s'est montré cinglant.

« Je pense que ça fait partie d'un effort de lobbying pour faire croire à l'opinion publique que Rabaska est une bonne idée. C'est assez futé de la part des lobbyistes qui disent que c'est un gros concours international et que si vous êtes chanceux, vous allez avoir du

gaz. C'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles. Au-delà des efforts des lobbyistes, il faut réaliser que c'est dangereux pour l'environnement et la population », a-t-il affirmé.

Thomas Mulcair a aussi insisté sur les dangers de s'associer à ce partenaire russe. « GazProm a déjà montré qu'il était un partenaire commercial très peu fiable. Les Russes sont prêts à utiliser le gaz comme arme de négociation en matière de relations internationales, on l'a vu en Europe de l'Ouest dernièrement. Je pense que c'est un argument additionnel pour ne pas réaliser Rabaska. »

## Un nouveau candidat

Le nouveau candidat du NPD dans la circonscription de Lévis-Bellechasse, Denis L'Homme, a quant à lui réitéré son opposition à Rabaska.

« Ce projet est tout à fait injustifié sur le plan énergétique, il fait reculer le Québec. C'est une solution tout à fait

dépassée, les énergies fossiles ne correspondent pas à des solutions du XIX<sup>e</sup> siècle », a-t-il plaidé.

M. L'Homme, qui se bat depuis trois ans contre le projet de terminal méthane, est un ancien sous-ministre associé à l'énergie pour le ministère des Ressources naturelles.

Interrogé sur l'avenir de la mission en Afghanistan, le nouveau candidat n'a toutefois pas voulu se prononcer. « J'ai beaucoup de respect pour les militaires, je préfère ne pas émettre de commentaire pour l'instant », s'est-t-il contenté d'affirmer. Le NPD demande le retrait immédiat des troupes en Afghanistan.

Lors des dernières élections fédérales, en janvier 2006, le candidat conservateur Steven Blaney l'a emporté dans cette circonscription avec 46 % des votes, loin devant le candidat du NPD qui a récolté un maigre 4,5 %. Le député Blaney appuie le projet Rabaska.

# Chéri, j'ai gonflé le bébé!



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le 10<sup>e</sup> Festi-Vent sur glace de Saint-Placide bat son plein. Toute la journée hier, des amateurs de cerfs-volants ont profité des vents que procurent les grands espaces du lac des Deux-Montagnes pour colorer de 1000 couleurs le ciel de ce charmant petit village. Ce festival unique se poursuit aujourd'hui en compagnie du chanteur Jean-François Breau, qui offrira une prestation à midi.

## EN BREF

### Ex-policier arrêté en état d'ébriété

Un ex-policier de la Sûreté du Québec a été arrêté en état d'ébriété jeudi soir à Montréal. Lors de son arrestation, il était au volant d'un véhicule de la SQ. Le policier, qui est à la retraite mais travaille occasionnellement pour la SQ, aurait consommé de l'alcool au club social du quartier général de la SQ. C'est en sortant de cet endroit qu'il aurait pris le volant, pour finalement emboutir des voitures stationnées dans la rue Fullum. Interpellé, l'ex-policier aurait échoué l'alcootest.

Une enquête interne a été instituée à la demande du ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis. — Mario Girard

### Procès de Louise Desnoyers en avril

Le procès de la Montréalaise Louise Desnoyers, accusée d'avoir noyé son fils de 8 ans dans le lac Champlain, au Vermont, devrait se tenir en avril, pendant six jours. La sélection du jury est prévue le 21 avril. Selon les policiers, M<sup>me</sup> Desnoyers, qui paniquait à l'idée de se séparer du père de son enfant, aurait noyé son fils pour lui épargner la douleur de la séparation. — PC

**LIQUIDATION DES STOCKS**

sur cuisines vanités robinets

**30-40-50%**

**Abita**

Place l'Acadie-Sauvé  
1434, rue Sauvé Ouest, Montréal  
tél. : 514-337-4477

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2008-02-23

**649** 04 14 20 18 compl. 04 02 08 12 04 compl. 23 32 42

**Quotidienne** Banco Triplex

3 498 01 03 06 07 09 10 12 20 21 26 03 14  
4 6738 27 28 32 36 47 49 54 60 63 64 18 26 38

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 8518889  
17 OCTOBRE 49 CANCER

Results des tirages du : 2008-02-22

GAGNANTS	LOTS
7/7 1	12 000 000,00 \$
6/7+C 2	96 079,50 \$
6/7 119	1 614,80 \$
5/7 6 279	104,00 \$
4/7 135 943	10,00 \$
3/7+C 122 219	10,00 \$
3/7 1 137 797	Participation gratuite

Extra 6065786

Ventes totales : 16 552 928 \$  
Prochain gros lot (approx.) : 2 500 000 \$

**TIRAGE DANS 5 JOURS ET IL Y AURA UN GAGNANT DU GROS LOT C'EST GARANTI!**

Vos numéros sont vérifiés à chaque tirage. Abonnez-vous !  
**1 866 628-4783**

**LOTO MATHÉMATIQUE**

**INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL RECHERCHE**

DE PARTICIPANTS À UNE ÉTUDE PORTANT SUR

**LES DOULEURS MUSCULAIRES associées aux médicaments contre le cholestérol**

- Vous souffrez présentement (ou avez souffert) de douleurs musculaires suite à votre traitement aux statines, par exemple : Lipitor, Crestor, Zocor, Pravachol, Lescol ou Mevacor ?
- Vous avez plus de 18 ans ?
- Vous souhaitez participer à un projet de recherche qui vise à mieux comprendre les bases génétiques de cet effet secondaire négatif ?

Appeler au (514) 376-3330, poste 2428 pour en savoir davantage

**SOYEZ BIEN VU!**

**LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL**

22, 23 ET 24 FÉVRIER 2008  
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

VENDREDI : 12 h à 22 h  
SAMEDI : 10 h à 21 h  
DIMANCHE : 10 h à 17 h

ADMISSION : 12 \$ (TAXES INCLUSES)  
WWW.SALONMOTOMONTREAL.COM

SOYEZ À L'AFFÛT DE L'ACTUALITÉ, DES DÉBATS, TABLES RONDES, QUIZ ET INFOS: VISITEZ LE «MOTO STUDIO» ET SUIVEZ SUR PLACE LA DIFFUSION DE NOS ÉMISSIONS SPÉCIALES.

NOUVELLE POLITIQUE «VENTE AU DÉTAIL»: LIBÉRATION DE MARCHANDISE SUR PLACE INTERDITE.

LES VISITEURS QUI VOUDRAIENT CONCLURE CERTAINES TRANSACTIONS DEVRAIENT IMPÉRATIVEMENT PRENDRE DES ENTENTES DE LIVRAISON AVEC LES COMMERÇANTS.

DÉCOUVREZ UN SALON RECONFIGURÉ, PROPOSANT MAINTENANT LA PLUS GRANDE SURFACE D'EXPOSITION DE SON HISTOIRE.

HORAIRE CLINIQUE DE SANG  
VENDREDI 14 h à 20 h 30  
SAMEDI 10 h à 16 h  
DIMANCHE 10 h à 16 h

PRODUIT PAR: ExpoMAX POUR LE: CMC  
UNE COLLABORATION MÉDIA DE: CKOI 95.9 FM, CKAC SPORTS 720 AM, TVR

VENEZ DÉCOUVRIR LES GAMMES COMPLÈTES DES GRANDS MANUFACTURIERS: MOTOS, VTT, SCOOTERS, VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES.

**LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL**

22, 23 ET 24 FÉVRIER 2008  
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

VENDREDI : 12 h à 22 h  
SAMEDI : 10 h à 21 h  
DIMANCHE : 10 h à 17 h

ADMISSION : 12 \$ (TAXES INCLUSES)  
WWW.SALONMOTOMONTREAL.COM

SOYEZ À L'AFFÛT DE L'ACTUALITÉ, DES DÉBATS, TABLES RONDES, QUIZ ET INFOS: VISITEZ LE «MOTO STUDIO» ET SUIVEZ SUR PLACE LA DIFFUSION DE NOS ÉMISSIONS SPÉCIALES.

NOUVELLE POLITIQUE «VENTE AU DÉTAIL»: LIBÉRATION DE MARCHANDISE SUR PLACE INTERDITE.

LES VISITEURS QUI VOUDRAIENT CONCLURE CERTAINES TRANSACTIONS DEVRAIENT IMPÉRATIVEMENT PRENDRE DES ENTENTES DE LIVRAISON AVEC LES COMMERÇANTS.

DÉCOUVREZ UN SALON RECONFIGURÉ, PROPOSANT MAINTENANT LA PLUS GRANDE SURFACE D'EXPOSITION DE SON HISTOIRE.

Je me nomme Audrey et j'ai 9 ans. Je recherche une famille d'accueil pour une courte période de temps.

Ma mère a besoin de se refaire une santé. Elle trouve cela difficile de se séparer de moi, mais le fait pour moi. Je suis une fillette enjouée, attachante et toujours de bonne humeur. J'aime bouger et faire du sport.

Pour me sentir en sécurité, je recherche une famille qui saura me fixer des limites.

Pouvez-vous m'accueillir ?

**UN TOIT POUR MOI**  
AUDREY, 9 ANS

Vous habitez sur l'Île de Montréal et vous souhaitez accueillir Audrey. Téléphonnez à madame Louise Landry au 514 385-2318.

Centre jeunesse de Montréal Institut universitaire

Photo fictive

## ÉDITORIAUX

# La belle-mère cubaine



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

L'Assemblée nationale cubaine doit élire, aujourd'hui, la trentaine de membres du Conseil d'État qui seront vraisemblablement placés sous l'autorité de Raul Castro, 76 ans, déjà aux commandes depuis presque 20 mois. On verra aussi quel espace sera donné autour de lui à une poignée de candidats dont certains (le vice-président Carlos Lage, par exemple, 56 ans, réformiste) sont identifiés à la nouvelle génération.

## Sous l'autre Castro, Cuba progressera à la chinoise, ouverture économique sans contrepartie politique.

Cependant, personne ne s'attend à une... révolution.

Fidel Castro vivant, rien ne peut changer fondamentalement. D'ailleurs, le dernier tyran romantique ne s'efface pas. Il demeure à la tête du Parti communiste ainsi que de l'armée, l'institution cubaine la plus puissante y compris dans le champ de l'économie. Il sera en outre un «soldat des idées», a-t-il annoncé, et signera régulièrement des textes dans *Granma*, le quotidien officiel.

En somme, on ne peut rêver belle-mère plus étouffante!

//////////

Cela étant, on assistera à une longue marche faite de petits pas, de discrétion et de pragmatisme, caractéristiques que l'on associe volontiers à Raul Castro.

On parle ici d'une évolution à la chinoise, ouverture économique

sans véritable contrepartie politique. Déjà enclenchée, elle donne aujourd'hui à Cuba un taux de croissance... presque chinois, justement: 9% selon La Havane, 7% selon la CIA. Moins qu'en Chine, cependant, cette croissance ne se rend pas pour l'instant au niveau du prolétaire.

Depuis l'écroulement de son commanditaire soviétique, en effet, l'État cubain a graduellement bâti des liens économiques lucratifs avec le Venezuela (100 000 barils de pétrole par jour... à prix d'ami), le Brésil (marge de crédit de 1 milliard), le Canada (600 000 des 2,3 millions de touristes chaque année), l'Espagne, la Chine. Malgré cela, le salaire moyen stagne quelque part entre 15 et 25 dollars par mois, misère un peu compensée par les services de l'État, un secteur privé balbutiant et le financement de la diaspora.

Gel politique, relative prospérité de l'État, stagnation de la pauvreté: tout cela sert à démontrer que l'embargo américain est «un duel politique que les Américains ont perdu. À la fin, les États-Unis sont coupables aux yeux du monde et ils n'ont rien gagné...», décrit Alina Fernandez, la fille de Fidel Castro partie de son pays en 1993 (*Une heure sur terre*, Radio-Canada).

Cela n'a pas de raison de se perpétuer, bien entendu. Mais, à ce jour, un seul des trois candidats susceptibles d'accéder à la Maison-Blanche, le démocrate Barack Obama, serait prêt à ouvrir des pourparlers immédiats avec le régime castriste.

Néanmoins, le blocage politique dût-il se poursuivre à La Havane et à Washington, deux choses demeurent possibles et souhaitables.

Un, les Cubains eux-mêmes, c'est-à-dire ceux d'entre eux vivant aux États-Unis, seraient bien inspirés de relâcher la pression anticastriste qu'ils exercent sur l'administration américaine. Deux, celle-ci pourrait discrètement contourner l'embargo en jouant dans ses marges – mobilité des personnes, aide agricole, etc. –, ce qui se fait d'ailleurs déjà.

La belle-mère cubaine n'y trouvera probablement rien à redire.

## «The Rock»



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Elle est mon rocher, dit Barack Obama en parlant de sa femme, Michelle. Âgée de 44 ans, mariée depuis plus de 15 ans, mère de deux fillettes, n'hésitant pas à se questionner sur ses objectifs personnels, sa vie de couple, son rôle de mère... Pas de doute, Michelle Obama pourrait être une amie. Sa chaleur, son ton direct, son sens de l'humour décapant la rendent sympathique, proche des gens, «normale». Et ce, malgré les efforts des médias américains qui tentent par tous les moyens de transformer chacune de ses déclarations en scandale.

Vue d'ici, la femme de Barack Obama semble bien différente d'Hillary Clinton, de Laura Bush ou même de Jackie Kennedy, qui avait l'aura d'une intouchable. Et contrairement à celle qui pourrait bien devenir sa rivale, Cindy McCain, dont les traits sont figés sous une épaisse couche de maquillage, Michelle Obama fait preuve de beaucoup de naturel et donne l'impression d'avoir les deux pieds solidement plantés dans le quotidien. D'où son immense succès auprès des femmes.

Sa vie n'a pourtant pas grand-chose à voir avec la vie de la majorité des femmes noires américaines. Avocate de renom, en congé de son poste de présidente d'un hôpital de Chicago, cette femme ne manque pas d'ambition. Mais, contrairement à Hillary Clinton, on a l'impression que cette ambition dépasse ses intérêts personnels, qu'elle aspire véritablement à «faire le bien» autour d'elle.

Ce n'est pas la seule chose qui est séduisante chez cette femme. Il y a aussi sa simplicité. Lorsqu'elle raconte dans une entrevue à l'hebdomadaire *Newsweek* son parcours universitaire à Princeton et à Harvard, elle n'essaie pas de se transformer en légende. Elle ne dore pas la pilule, ne réécrit pas l'histoire pour se métamorphoser en héroïne. Elle reconnaît avoir profité des programmes de discrimination positive, qu'ils lui ont été précieux. Elle explique aussi qu'en fréquentant des universités prestigieuses du Ivy League, elle a véritablement pris conscience de sa condition de Noire. Et elle le dit sans pathos.

Sommes-nous naïfs en succombant ainsi aux charmes de Michelle Obama? Souffrons-nous d'Obamania? Ou sommes-nous tout simplement emballés par la sincérité et la droiture qui se dégagent de cette femme et qui nous donnent envie pour une fois de laisser le cynisme de côté?

Le rôle de First Lady n'est pas un poste d'élue mais il n'est pas à prendre à la légère. Contrairement au Canada, où l'épouse du premier ministre est plutôt discrète, la First Lady a toujours joué un rôle important: certaines se contentent d'œuvrer dans la sphère sociale, d'autres s'aventurent plus loin. Mais dans l'ombre ou sous le feu des projecteurs, elles sont toujours des conseillères privilégiées.

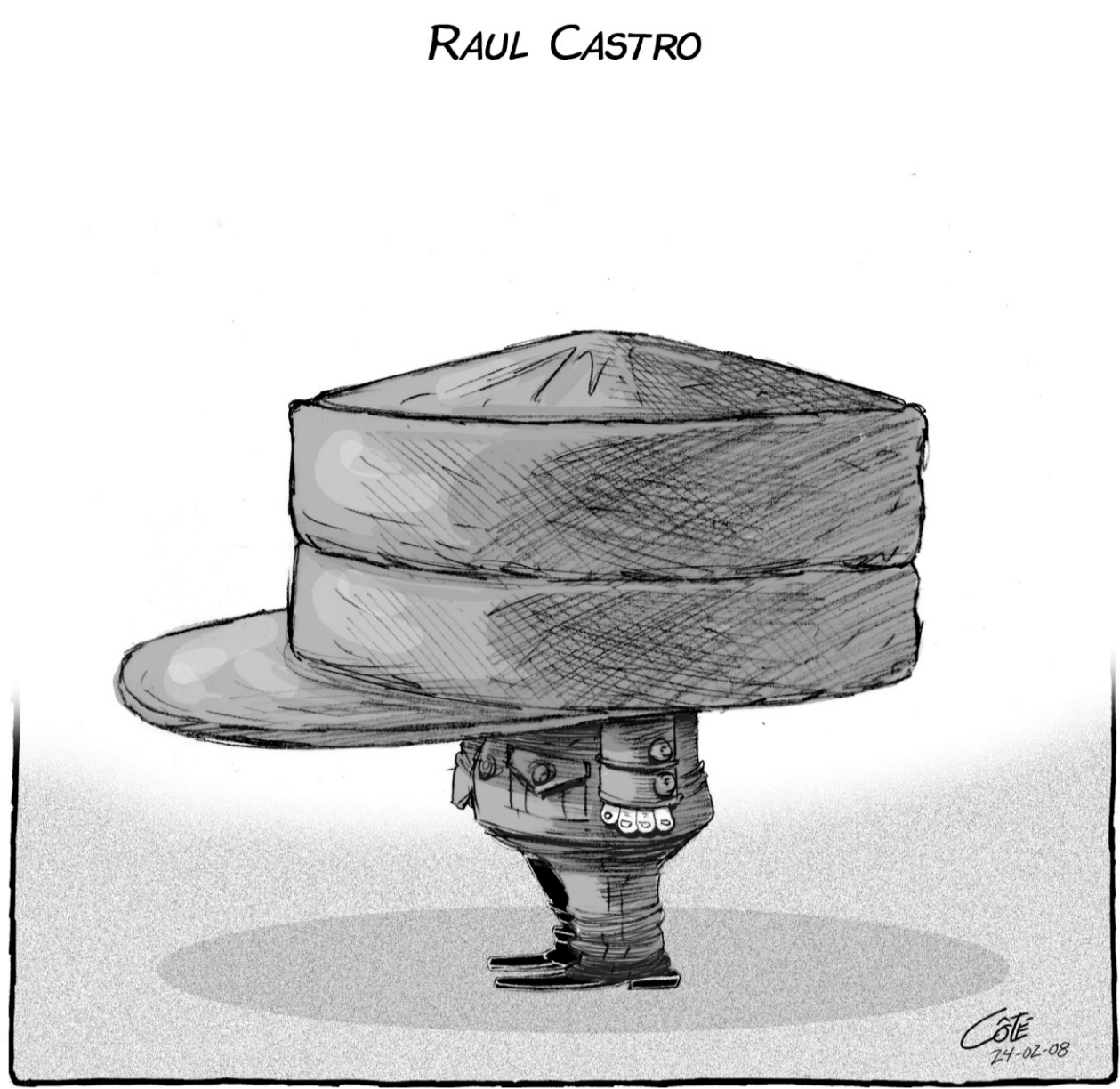
Il n'y a pas de doute que Michelle Obama ferait une formidable première dame des États-Unis. Avec son mari, elle forme un couple qui dégage beaucoup de dignité et de respect mutuel. Bref, un couple à des années-lumière du duo toxique formé par Bill et Hillary.

À chaque élection présidentielle, on s'interroge: cette femme est-elle un handicap ou un atout pour la candidature de son mari? Michelle Obama est absolument un atout.



PHOTO GETTY IMAGES

Michelle Obama

André-Philippe Côté, *Le Soleil*

DROITS RÉSERVÉS

## OPINION

# Un activisme mémoriel

Le président Sarkozy a créé toute une commotion en lançant l'idée de jumeler chaque écolier français à une jeune victime de la Shoah

BRUNO CABANES



L'auteur enseigne l'histoire sociale et culturelle de la guerre au XX<sup>e</sup> siècle à l'Université Yale, aux États-Unis.

Le 13 février, au cours du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Nicolas Sarkozy annonçait son intention de «confier aux enfants de CM2 la mémoire d'un des 11 000 enfants français victimes de la Shoah». «Rien n'est plus intime que le nom et le prénom d'une personne, déclarait-il. Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui.» Avant même que ne soient fixées les modalités concrètes d'un tel jumelage, une désapprobation quasi générale a accueilli cette décision hâtive, prise apparemment sans concertation et potentiellement contre-productive.

Car, enfin, qui réclamait qu'on ajoute une initiative aussi forte – l'adoption par des enfants de 10 ans d'autres enfants assassinés, il y a plus de 60 ans – à toutes celles déjà destinées à perpétuer la mémoire de la Shoah? La France risquait-elle l'amnésie, elle qui s'est donné les moyens d'un enseignement de grande qualité sur l'extermination des juifs d'Europe, a multiplié les rencontres des



PHOTO CHARLES PLATIAU, REUTERS

Une visiteuse au Mémorial de la Shoah, à Paris, observe les quelque 2500 photos de jeunes Français déportés durant la Seconde Guerre mondiale.

Aux pédopsychiatres qui soulignent la violence imposée à de jeunes enfants en leur confiant le souvenir d'un mort et avec lui, qui sait, une forme de culpabilité, Nicolas Sarkozy réplique qu'on «ne traumatise pas un enfant en lui faisant un cadeau de la mémoire d'un pays». Il est des «cadeaux» plus appropriés pour un enfant de 10 ans, on en conviendra. «On fait un grand tumulte là-dessus, mais pas sur les images violentes, dégradantes et gratuites des films» qu'on voit à la télévision, ajoute le président de la République. Provocation supplémentaire ou confusion malvenue entre des œuvres de fiction, que les enfants distinguent plus ou moins de la vraie vie, et la réalité historique dans toute sa cruauté, qui peut laisser des traces beaucoup plus douloureuses dans de jeunes esprits, surtout lorsqu'on insiste sur les points communs entre les enfants d'aujourd'hui et les petites victimes d'hier?

## L'initiative de Sarkozy est révélatrice du succès d'une lecture compassionnelle de l'Histoire, qui privilégie l'émotion sur la réflexion et prétend abolir la distance temporelle par l'identification aux victimes du passé.

écoliers avec d'anciens déportés, organisé des voyages à Auschwitz par centaines, projeté *Shoah* de Claude Lanzmann dans les collèges et les lycées, fait lire le *Journal d'Anne Frank* aux plus jeunes et institué une journée annuelle de la mémoire de l'Holocauste depuis le 27 janvier 2003? Des efforts sans doute insuffisants, puisque l'antisémitisme resurgit régulièrement en France. (...)

### Survivants de la Shoah

Face aux critiques de toutes parts, notamment de survivants de la Shoah, la réponse est venue du président de la République lui-même.

Quand des témoins moraux de la Shoah, parmi lesquels Simone Veil, s'inquiètent à leur tour de l'accueil que certaines familles musulmanes françaises pourraient réserver à l'initiative présidentielle et d'un risque de «concurrence des victimes», leurs critiques sont écartées d'un revers de main. «Enseigner la Shoah, c'est combattre toutes les formes de racisme», explique Emmanuelle Mignon, la directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy. «Les discriminations dont sont victimes aujourd'hui les personnes issues de l'immigration ont la même origine que les crimes dont les juifs ont été les victimes: la bête immonde du racisme.» (...)

Une telle confusion laisse perplexe. Elle en dit long, d'abord, sur les usages publics de la mémoire, dans un pays où l'enseignement de l'histoire dans les écoles, dicté depuis le palais de l'Élysée, n'aura bientôt qu'un seul but: fournir des exemples moraux à la jeunesse. Celui du résistant communiste Guy Môquet dont la dernière lettre a été lue à la rentrée scolaire de septembre. Ceux de tous les enfants juifs de France disparus dans les camps, que les travaux remarquables de Serge Klarsfeld ont exhumés, un à un, de la nuit.

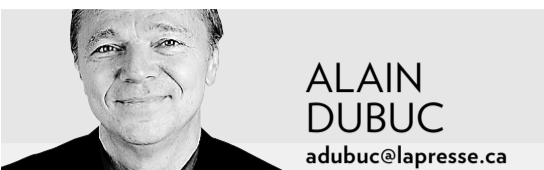
Pourtant, dans leur accumulation même, ces injonctions de mémoire qui se polarisent sur des enfants massacrés sont aussi morbides que vaines. Outre qu'il ne relève pas de l'autorité du président de la République de prescrire aux professeurs ce qu'ils doivent enseigner et comment ils doivent l'enseigner – il y a un

Conseil national des programmes pour cela –, son initiative est révélatrice du succès d'une lecture compassionnelle de l'Histoire, qui privilégie l'émotion sur la réflexion et prétend abolir la distance temporelle par l'identification aux victimes du passé.

Fondamentalement, cette approche s'éloigne de la démarche de l'historien qui s'efforce de replacer les événements dans leur contexte, de mettre en évidence l'enchaînement des causalités, fort complexes dans le cas de la Shoah, qui conduisirent aux rafles de milliers d'enfants juifs et à leur déportation à l'autre bout de l'Europe.

Face aux assauts incessants des négationnistes, c'est dans l'analyse méthodique des sources, dans un enseignement précis de l'Histoire que la mémoire des victimes de la Shoah sera la mieux défendue. Pas dans une mise en scène des émotions collectives ni dans un activisme mémoriel.

## Le syndrome de la « baboune »



ALAIN DUBUC

adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi, quand vous allez chez le dentiste, tout le monde est poli, gentil et souriant, mais que si vous allez à l'hôpital ou dans un CLSC, vous avez de grandes chances de tomber sur quelqu'un qui ne vous regardera même pas ou qui vous fera la « baboune » ?

La réponse est d'une simplicité absolue. Si vous n'êtes pas satisfait de votre visite chez le dentiste, vous risquez d'aller ailleurs. Pour conserver sa clientèle, un dentiste, ou un physiothérapeute, ou n'importe quel professionnel payé par le client, doit offrir le meilleur service possible. C'est la base de la logique du marché. Et ce n'est jamais de cela que l'on parle lorsqu'on aborde la question du privé en santé.

Ce n'est pas seulement une anecdote. Cela met en relief une des principales lacunes de notre système de santé, l'absence de concurrence. On peut corriger ce problème en développant des activités privées en santé. Mais les grands progrès viendront quand on réussira à introduire des mécanismes de concurrence à l'intérieur du système public lui-même.

**Dans le débat sur l'avenir du système de santé, on ne parle à peu près jamais des gens, de leurs besoins, des soins qu'on leur prodigue...**

Tout cela repose, en fait, sur une caractéristique assez universelle du comportement humain. Les gens ont en général tendance à se dépasser, à faire mieux, à se forcer quand ils y sont poussés, par la menace ou par la récompense. Ça s'applique aux étudiants, aux travailleurs, aux entreprises et aux institutions. Par exemple, il n'y aurait sans doute pas eu de programmes internationaux dans les écoles publiques si celles-ci ne s'étaient pas senties menacées par les écoles privées. Ou à l'inverse, si le service d'Air Canada est abominable, c'est que la société est en situation de monopole et qu'elle n'a pas à se forcer.

En santé, les institutions sont des monopoles, et le jeu de la menace et de la récompense ne s'applique pas. Vous n'aimez pas l'accueil qu'on vous fait dans un hôpital? Vous n'avez pas vraiment le choix. Même dans un groupe de médecine familiale, qui est privé, les listes d'attente sont telles pour des médecins de famille qu'il n'y a pas de pression pour garder les clients ou en solliciter.

Mais c'est en fait pire que cela. Un hôpital n'a aucun avantage à ce que vous le choisissiez plutôt qu'un autre. Les établissements de santé sont financés sur une base historique. S'ils attirent de nouveaux patients, ils n'obtiennent pas un sou de plus. Et donc, un nouveau patient est plus un problème qu'autre chose, il sollicite des ressources limitées et exerce une pression additionnelle sur les coûts. Autrement dit, une administration hospitalière qui déciderait d'innover, de travailler l'accueil, de réduire les attentes et d'améliorer les soins, tant et si bien qu'elle attirerait une clientèle nouvelle, se dirigerait tout droit vers l'étranglement financier.

Il y a, dans les recommandations du groupe de travail présidé par Claude Castonguay, des mesures pour corriger cette aberration. Des mesures plus importantes que la TVQ et que le ministre Philippe Couillard s'est empressé d'accepter. Et qui consistent à abandonner le mode traditionnel de financement des établissements sur une base historique pour introduire la méthode d'achat de services. Les agences régionales achèteraient une certaine quantité de services aux cliniques, aux hôpitaux, tant de patients en clinique, tant de places d'hébergement.

Et cela introduit trois éléments. D'abord, cela forcera les établissements à accroître leurs efforts d'efficacité pour faire la meilleure offre possible, en matière de qualité et de coûts. Ensuite, de la concurrence entre établissements pour décrocher ce qui ressemble à des appels d'offres. Enfin, une récompense, puisque les établissements seront financés en fonction du volume de services, car l'argent suivra le patient. La méthode, qui inverse complètement la logique de financement, sera testée rapidement dans trois projets-pilotes, en Estrie, à Québec et au Saguenay.

L'introduction de la concurrence au sein du secteur public est beaucoup plus importante que l'élargissement du secteur privé. Mais celui-ci, à plus petite échelle, peut jouer le même rôle, accroître la concurrence, servir de soupape et d'aiguillon. Par exemple, l'entente avec la clinique privée Rockland MD pour abriter des opérations de l'hôpital du Sacré-Cœur, dans un cadre public et gratuit, permet de réduire les listes d'attente, le rôle de soupape. Mais cette entente soulève aussi une question: pourquoi est-il plus intéressant de faire ces interventions dans cette clinique plutôt qu'à l'hôpital où les salles d'opération sont vides? Ça, c'est l'aiguillon.

Mais je reviens à mon point de départ. Dans ce débat, trop cristallisé sur le privé, anormalement exalté, on parle de valeurs, de principes, de système, mais à peu près jamais des gens, de leurs besoins, des soins qu'on leur prodigue, de choses simples, mais essentielles, comme l'importance d'un sourire.

# Une politique discriminatoire

En 2008, il n'y a pratiquement aucun risque qu'une personne soit infectée par les échantillons de sang contaminé au VIH

NORBERT GILMORE ET MARK A. WAINBERG

*Les docteurs Gilmore et Wainberg sont membres du Centre sur le sida, de l'Université McGill, et travaillent respectivement au Centre universitaire de santé McGill et à l'Hôpital juif de Montréal.*

En 1980, la Croix-Rouge, qui était alors responsable des dons de sang au Canada, avait demandé aux gais de s'abstenir de faire des dons de sang. Cette politique avait été instituée comme mesure de protection contre la transmission du VIH et autres agents infectieux par transfusion de sang et contre l'utilisation de produits sanguins injectables. Elle avait été mise en œuvre après l'infection au VIH de plusieurs hémophiles canadiens et autres personnes qui avaient reçu des transfusions de sang.

Malheureusement, une forte proportion de ces individus a été atteinte du sida et est décédée des suites de cette maladie. La raison pour laquelle on avait demandé aux hommes homosexuels de s'abstenir de faire des dons de sang est qu'ils étaient atteints en plus grand nombre du VIH que la population en général. Ils étaient donc considérés à risque pour la transmission virale. Depuis ce temps, la politique de non-acceptation de dons de sang chez les homosexuels mâles a été maintenue par l'organisme responsable des dons de sang au Québec, à savoir Héma-Québec. (...)

### Détection plus facile

Nous admettons que cette politique ait été justifiée lorsqu'elle fut adoptée,

**Les hétérosexuels ayant des partenaires multiples sont acceptés comme donneurs de sang, mais pas les homosexuels monogames.**

mais poursuivre son application n'est plus nécessaire en raison des avancées scientifiques. Notre aptitude à détecter les plus faibles quantités de VIH s'est énormément améliorée par rapport à la situation d'il y a 20 ans. À cette époque, nous pouvions seulement cribler les échantillons de sang sur une base d'anticorps, qui indiquait qu'une personne



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE  
En raison des avancées scientifiques, l'exclusion des homosexuels mâles pour les dons de sang n'a plus sa raison d'être.

était atteinte du VIH. Une méthode plus sensible – la réaction en chaîne de la polymérase (PCR) – est utilisée à l'heure actuelle et détecte le virus directement dans les fluides corporels.

Ce test peut détecter des niveaux infimes de VIH et est désormais utilisé par les agences de dons de sang partout dans le monde, à titre de mesure de précaution pour les réserves sanguines. Tout échantillon dont le test s'avère positif est exclu. L'utilisation de cette technologie sensible permet d'obtenir des réserves de sang 50 fois mieux protégées qu'au début des années 90, quant au potentiel de conta-

mination au VIH. Ainsi, en 2008, il n'y a pratiquement aucun risque qu'une personne soit infectée par les échantillons de sang contaminé au VIH.

Interdire aux gais de faire des dons de sang n'a plus sa raison d'être et sert uniquement de moyen discriminatoire envers bon nombre de Québécois et Canadiens qui considèrent le don de sang comme un devoir de citoyen. Cette interdiction constitue une violation importante des droits humains. La politique actuelle bannit ainsi un individu qui a eu une relation homosexuelle, une seule fois, il y a 30 ans et qui depuis n'a eu que des rapports hétérosexuels ou est demeuré célibataire. La politique exclut également les gais qui sont dans une relation monogame et n'ont aucun risque d'infection au VIH. Par contre, les hétérosexuels ayant des partenaires multiples sont acceptés comme donneurs de sang. (...)

Il est vrai que des milliers d'hémophiles canadiens et de personnes ayant reçu des dons de sang ont été infectés par le VIH à une époque à laquelle les mesures de protection des réserves de sang étaient soit inappropriées, soit inexistantes. Il est tragique de voir que plusieurs de ces individus sont décédés après avoir contracté le VIH/sida, parce que les médicaments antirétroviraux n'avaient pas encore été mis au point. Cependant, maintenir ces politiques surannées constitue une entrave aux droits humains et n'a plus aucune raison d'être aux plans scientifiques ou de la santé publique.

## POST-SCRIPTUM

# Minuit moins cinq



ppagne@lapresse.ca

PIERRE-PAUL GAGNÉ

Ces jours-ci, le chef libéral Stéphane Dion nage dans une mer d'incertitudes. Osera-t-il, oui ou non, défaire le gouvernement Harper? Or, quelle que soit sa décision, elle sera dictée par une série d'impératifs qui apparaissent plus ou moins contradictoires, au nombre desquels il faut compter sa propre survie politique.

Mais il n'y a pas juste les politiciens qui nagent dans des eaux remplies d'incertitudes et de contradictions. Les électeurs aussi adoptent parfois des comportements qui laissent dubitatif.

Ainsi, lors des derniers scrutins, tant à Ottawa qu'à Québec, on a assisté à l'élection de gouvernements minoritaires... que les électeurs veulent aujourd'hui voir perdurer. Autrement dit, on a refusé d'élire des gouvernements majoritaires, mais on ne veut pas maintenant que l'opposition saute sur la première occasion (ni même la deuxième ou la troisième) pour les défaire.

Paradoxal? Sans doute quand on regarde les résultats des sondages qui indiquent que les Canadiens ne souhaitent pas déclencher des élections même si, historiquement, la durée de vie des gouvernements minoritaires dépasse rarement deux ans. Ce sont d'ailleurs les mêmes sondages qui indiquent aussi que s'il y avait des élections prochainement, il y a fort à parier que les prochains gouvernements, tant à Ottawa qu'à Québec, seraient à nouveau minoritaires.

Ainsi, malgré la possibilité du déclenchement d'un scrutin fédéral au cours des prochaines semaines, plusieurs de nos lecteurs n'en démordent pas: ils ne veulent pas d'élections.

«Non, ce n'est pas le temps pour des élections. À la place, c'est le temps que les parlementaires de tous les partis commencent à mériter leurs salaires en s'attaquant aux véritables défis auxquels nous faisons face, plutôt que ces incessantes querelles partisanes auxquelles nous avons droit depuis deux ans.» (Paul Gendron)

«Si les médias semblent déjà excités par la tenue possible de nouvelles élections fédérales, les citoyens, croyez-moi, sont loin de partager leur enthousiasme: selon un récent sondage, 20 %

### Pas toujours facile, la vie de chef de parti...

seulement des électeurs canadiens souhaitent retourner aux urnes cette année. Si un nouveau scrutin avait lieu bientôt, je ne suis pas sûr que le taux de participation serait très élevé.» (Bernard Gervais)

«Les deux partis susceptibles de former le gouvernement se sont entendus et il n'y aura pas d'élections pour le moment. Bravo! On devrait les féliciter plutôt que d'entrer dans le jeu des bloquistes qui chialent après tout ce qui bouge.» (M. Doyon)

«Pourquoi dépenser plus de 300 millions pour un scrutin dont on connaît déjà le résultat: un autre gouvernement minoritaire (conservateur ou libéral), qui durera à peu près deux ans. Pourquoi ne pas attendre qu'une nette tendance se dessine pour un parti avant d'aller aux urnes?» (Geneviève Paquette, Laval)

Malgré tout, ce sentiment n'est pas unanime. Il faut bien le dire, d'aucuns rêvent déjà de la joute électorale qui pourrait bien commencer sous peu:

«J'aime l'idée que nous serons bientôt débarrassés de Stephen Harper. Vivement que les libéraux s'allient aux bloquistes et aux néo-démocrates pour nous offrir une belle petite campagne électorale. Cela nous aidera à passer le reste de l'hiver en pensant à autre chose qu'à la prochaine bordée de neige...» (Solange Tremblay, Longueuil)

Donc, ce fera Stéphane Dion au milieu de cette mer d'incertitudes et de contradictions, où il essaie de garder le cap? Inutile de s'étendre sur le fait que les «requins» politiques sont nombreux, autant à l'intérieur de son parti que chez ses éternels adversaires indépendantistes, pour souhaiter son naufrage.

Chez nos lecteurs, celui qui analyse peut-être le mieux la situation difficile dans laquelle se retrouve Stéphane Dion est l'ancien professeur de droit, Michel Lebel, qui nous écrit:

«Stéphane Dion est en bien difficile position. Il semble maintenant, après la question de l'Afghanistan, vouloir aussi reculer sur la question du budget. Le message envoyé est très mauvais: les libéraux semblent incapables de faire tomber le gouvernement et ils ne sont donc pas prêts à aller en élections. Alors, tout ce flaflo préélectoral était bidon? Il renvoie aussi l'image d'un chef qui n'a pas d'autorité sur son caucus. Si Stéphane Dion plie devant les libéraux opposés à une élection, son leadership est foutu. Il est près de minuit moins cinq pour le chef de l'opposition officielle.»

Pas facile, la vie de chef de parti...

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

# Chronique d'une défaite annoncée



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Comme Mike Huckabee chez les républicains, Hillary Clinton a besoin d'un miracle pour remporter sa course à l'investiture pour l'élection présidentielle de 2008. Si l'espoir de l'ancien gouverneur de l'Arkansas est comique, celui de la sénatrice de New York emprunte à la tragédie.

Un miracle serait une gaffe ou un scandale susceptible de freiner l'élan de Barack Obama, qui a gagné 11 consultations électorales d'affilée. Depuis le «super mardi» du 5 février, le sénateur de l'Illinois a remporté sa plus courte victoire au Wisconsin, un État très blanc du Midwest où il a devancé sa rivale par 17 points.

Ce rejet retentissant doit faire mal à Hillary Clinton, qui avait mal à Hillary Clinton, qui avait de très bonnes raisons de croire qu'elle deviendrait la première femme élue à la présidence des États-Unis. Elle espérait régler

le cas de Barack Obama lors de ce 5 février. Or, voici ce qu'elle a dit au sujet de son jeune rival, jeudi soir au Texas, à la toute fin d'un débat télévisé: «Quoi qu'il arrive dans cette course, c'est un honneur, c'est un honneur pour moi d'être ici avec Barack Obama. C'est vraiment un honneur.»

La voix altérée par l'émotion, l'ancienne première dame a ajouté, empruntant à John Edwards une de ses meilleures formules: «Quoi qu'il arrive,

un «si» de plus en plus gros au Texas. Dans cet État, elle est à égalité avec Barack Obama (48% d'intentions de vote pour elle contre 47% pour lui), selon un sondage publié jeudi par le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC. La même étude indiquait que son avance en Ohio avait été réduite à sept points (53% contre 43%).

Or, pour rester dans la course, Hillary Clinton doit remporter le Texas et l'Ohio par des marges

Todd, sondeur de la chaîne de télévision NBC.

Il va sans dire que certains membres de l'entourage de la candidate commencent à se rendre à l'évidence. Dans son numéro d'hier, le *Washington Post* cite un conseiller, qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat: «Il est devenu impossible d'ignorer la réalité mathématique. À ce point-ci, il ne reste plus beaucoup de déni.»

Hillary Clinton devra-t-elle se retirer de la course si elle ne rem-

porte pas des victoires convaincantes au Texas et en Ohio? Selon le *Post*, des partisans de la sénatrice débattent de cette question. Certains envisagent d'envoyer des émissaires auprès de Bill Clinton pour qu'il encourage sa femme à tirer sa révérence, pour le bien du Parti démocrate ainsi que pour son propre bien.

On débattrait longuement du rôle de ce même Bill Clinton dans la campagne de sa femme. Cette semaine, il a affirmé que la nomination démocrate échapperait à son Hillary si le Texas ou l'Ohio ne lui donnait pas la victoire. Depuis le début de la course, ses déclarations semblent toutes se retourner contre sa femme. Voulait-il l'aider ou lui nuire? On débattrait également de la gestion de la campagne de la sénatrice. Son principal stratège, Mark Penn, est aujourd'hui la risée de la classe politique. Auteur récent d'un livre intitulé *Microtrends* (micro-tendances), le sondeur n'a pas vu venir la plus grande tendance, le changement, qui est aujourd'hui incarnée par Barack Obama. Il était pourtant bien payé. Son équipe a reçu plus de 10 millions de dollars d'honoraires depuis le début de la campagne.

Penn et les autres conseillers de la sénatrice avaient planifié la campagne en prévision d'un couronnement. Ils ont ignoré les États qui tenaient des caucus plutôt que des primaires, à l'exception de l'Iowa et du Nevada, une décision suicidaire.

Hillary Clinton pourrait-elle mieux gérer la présidence qu'une campagne? Pour le savoir, il faudra un miracle politique.

**Le défi d'Hillary Clinton ne s'arrête pas au Texas et en Ohio. Pour reprendre l'avance dans la course, elle doit remporter 58% des délégués mis en jeu d'ici la fin des primaires.**

ça ira pour nous. J'espère juste que nous pourrions dire la même chose des Américains.»

Hillary Clinton venait-elle de signaler qu'elle acceptait la défaite? Interrogée par les journalistes le lendemain, la sénatrice a répondu qu'il n'en était rien, qu'elle comptait toujours sur une victoire au Texas et en Ohio le 4 mars pour relancer sa campagne.

Mais ces victoires ne suffiront pas, si elles se matérialisent,

beaucoup plus importantes. Selon RealClearPolitics, un site internet indépendant, Barack Obama dispose actuellement de 1363 délégués contre 1271 délégués pour sa rivale. Il a aussi amassé près d'un million de votes de plus qu'elle.

Mais le défi d'Hillary Clinton ne s'arrête pas au Texas et en Ohio. Pour reprendre l'avance dans la course, elle doit remporter 58% des délégués mis en jeu d'ici la fin des primaires, selon Chuck

Hillary Clinton sonne la charge contre son rival

## «Honte à vous, Barack Obama!»

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La sénatrice américaine Hillary Clinton s'est livrée hier à une violente attaque contre Barack Obama, son rival pour l'investiture démocrate à la présidentielle, lançant en marge d'une réunion de campagne «honte à vous!» et «rendez-vous en Ohio!»

«Honte à vous, Barack Obama! Il est temps que vous meniez une campagne cohérente avec votre message en public, c'est ce que j'attends de vous. Rendez-vous en Ohio, ayons un débat sur vos tactiques et votre comportement dans cette campagne!» a lancé une Hillary Clinton visiblement rendue hors d'elle par des tracts de campagne dénonçant son plan de réforme du système de santé et sa position sur l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain).

«Assez de discours et de grands rassemblements accompagnés de tactiques qui sortent tout droit du manuel de Karl Rove» (le stratège de George W. Bush), a ajouté M<sup>me</sup> Clinton à Cincinnati (Ohio), reprochant à M. Obama de se livrer à de basses manœuvres en contradiction avec son message rassembleur.

«C'est mal, et n'importe quel démocrate devrait être scandalisé parce que c'est le genre d'attaques qui non seulement sapent les valeurs fondamentales des démocrates, mais vont exactement dans le sens des intérêts privés et de leurs alliés républicains», a-t-elle ajouté.

### Riposte de Barack Obama

L'équipe de campagne de M. Obama a riposté en maintenant la véracité de ses tracts et en critiquant la «campagne négative» de M<sup>me</sup> Clinton.

«Je suis très étonné par le soudain changement de ton», a déclaré un peu plus tard M. Obama lors d'une conférence de presse à Columbus (Ohio), sou-

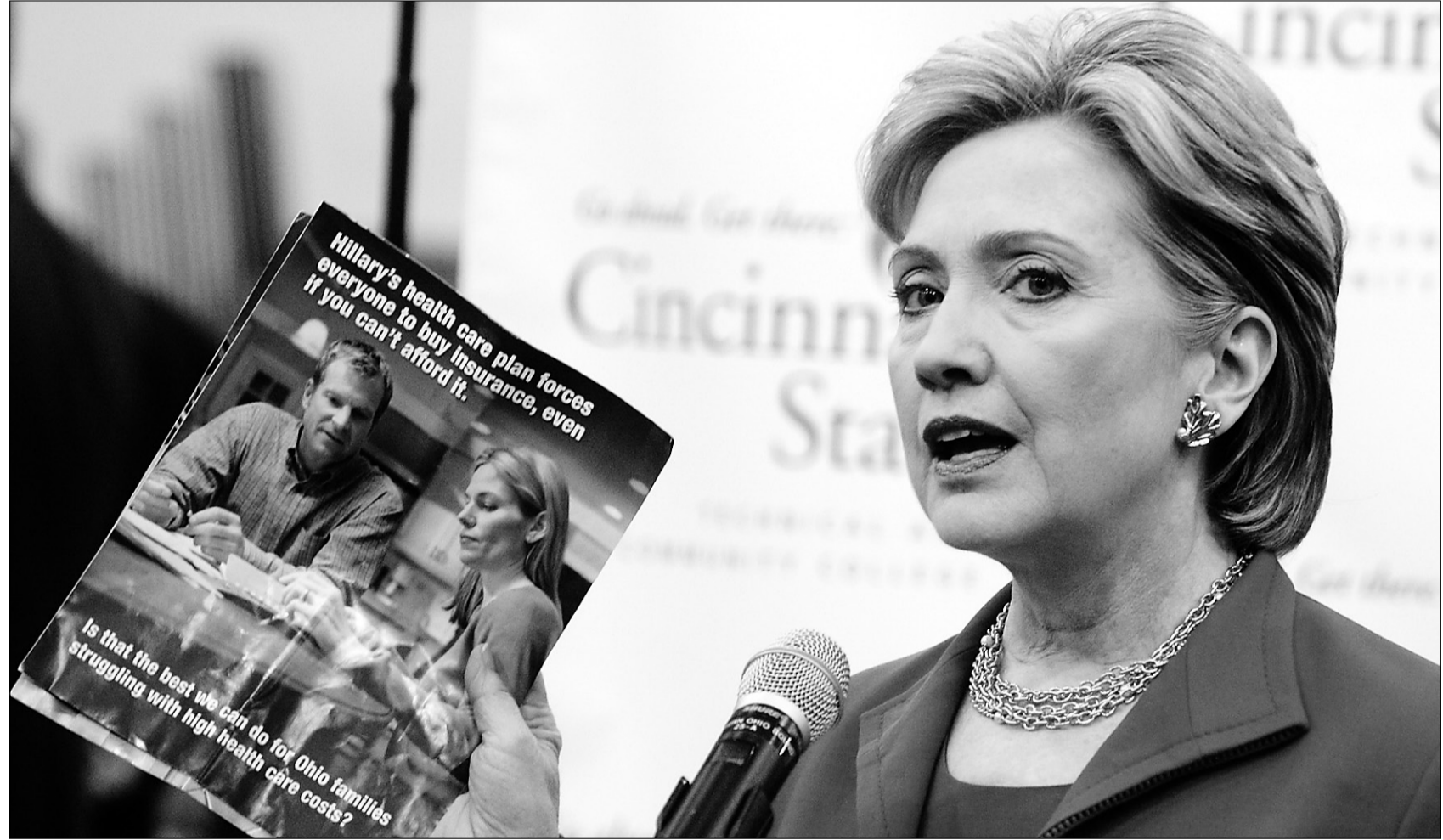


PHOTO DAVID KOHL, ASSOCIATED PRESS

La sénatrice Hillary Clinton a été visiblement choquée par des tracts de campagne dénonçant son plan de réforme du système de santé et sa position sur l'ALENA.

lignant que ses tracts n'avaient rien de nouveau – «cela me fait penser qu'il y a quelque chose de tactique dans l'énerverment de ce matin», a-t-il dit.

«La notion selon laquelle nous nous livrerions à des tactiques scélérates, je trouve ça assez difficile à avaler», a-t-il ajouté.

La violente sortie de M<sup>me</sup> Clinton est intervenue le jour même où le quotidien *Washington Post* décrivait le pessimisme s'étant emparé de son équipe, sous le coup de 11 défaites d'affilée essuyées depuis deux semaines.

«C'est assez clair qu'elle a une grosse décision (à prendre) – mais c'est écrasant, c'est encore dur à accepter», a confié un conseiller anonyme au *Washington Post*, estimant que «la réalité mathématique est devenue impossible à ignorer».

Le directeur de communication de la sénatrice, Howard Wolfson, a au contraire assuré que «l'humour est bonne, M<sup>me</sup> Clinton travaille dur tous les jours pour de bons résultats au Texas et en Ohio et pour obtenir l'investiture».

«Nous avons hâte au débat de mardi sur les faits», a déclaré

pour sa part le porte-parole de M. Obama, Bill Burton, dans un communiqué.

### Du côté des républicains

Côté républicain, John McCain, 71 ans, quasiment assuré de remporter l'investiture, reste en butte à des interrogations sur ses relations avec une jeune lobbyiste, Vicki Iseman. Après avoir démenti jeudi des allégations du *New York Times* lui prêtant des relations non professionnelles avec une lobbyiste de 31 ans sa cadette, M. McCain a refusé

vendredi de faire durer la controverse en répondant à de nouvelles questions.

L'affaire a cependant rebondi hier, avec la révélation dans *Newsweek*, le *Washington Post* et le *New York Times* de contradictions dans les déclarations de M. McCain et de son entourage sur ses contacts avec deux sociétés de communication clientes de la lobbyiste, Glencairn et Paxson.

Le médiateur du *New York Times* a critiqué l'article de jeudi pour avoir laissé entendre sans preuve que M. McCain aurait eu une liaison adultère.

### LE TOUR DU GLOBE

#### FRANCE Betancourt: une «priorité»

Six ans jour pour jour après l'enlèvement d'Ingrid Betancourt par les FARC, la mobilisation pour sa libération a symboliquement pris la forme d'une chaîne humaine hier aux abords de l'Hôtel de Ville de Paris. Nicolas Sarkozy a rencontré dans la journée les enfants de l'otage et François Fillon a assuré que le retour à la liberté de la Franco-colombienne demeurait

«plus que jamais une priorité majeure du gouvernement», – Associated Press

#### GAZA Palestiniens tués

Trois Palestiniens ont été tués hier après-midi par un tir israélien dans le nord de la bande de Gaza, près de la frontière israélienne, a-t-on appris de sources médicales. Selon des sources palestiniennes, ces trois hommes ne faisaient pas partie d'un groupe armé et hier en début de soirée aucun groupe armé ne les identifiait comme ses membres. En revanche, un

porte-parole militaire israélien a affirmé à l'AFP que les trois hommes étaient «en route pour tirer des obus de mortier». – Agence France-Presse

#### IRAK L'opération turque contestée

Le gouvernement irakien et des responsables kurdes ont déploré hier l'incursion terrestre lancée vendredi par l'armée turque contre des bases présumées des séparatistes kurdes dans le nord du pays, tout en reconnaissant la menace posée par le PKK. Il s'agit

de l'opération terrestre la plus importante menée par l'armée turque contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak en près d'une décennie. L'armée turque a affirmé qu'elle s'était soldée par la mort de sept de ses soldats et d'au moins 79 rebelles kurdes en deux jours. – Associated Press

#### IRAN Le président en remet

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré hier soir que le Conseil de sécurité

pouvait adopter encore «pendant 100 ans des résolutions», mais cela ne changera rien à la volonté de l'Iran de poursuivre son programme nucléaire, dans une interview télévisée. «Qu'ils adoptent pendant 100 ans des résolutions. Cela ne changera rien. Notre ligne rouge, ce ne sont pas les résolutions. C'est notre droit», a déclaré M. Ahmadinejad à la télévision d'État alors que les grandes puissances doivent se rencontrer demain pour préparer une nouvelle résolution pour renforcer les sanctions contre l'Iran afin de le contraindre à suspendre son programme nucléaire. – Agence France-Presse